



## NOTE DOCUMENTAIRE

CCE 2013 - 1394

**Choix de la méthode d'estimation de la durée du travail  
dans le cadre du calcul du coût salarial horaire**





## Choix de la méthode d'estimation de la durée du travail dans le cadre du calcul du coût salarial horaire<sup>1</sup>

18 novembre 2013

---

<sup>1</sup> Ce document est le fruit d'une collaboration entre le Secrétariat du Conseil central de l'Economie et les départements des Études et de la Statistique de la Banque nationale de Belgique.

## Table des matières

<b>1</b>	<b>Méthode d'estimation de la durée moyenne du travail des salariés</b> .....	<b>5</b>
1.1	Durée moyenne du travail estimée par le CCE sur base des données des EFT (durée EFT) ....	5
1.1.1	Présentation de la source .....	5
1.1.2	Estimation de la durée annuelle moyenne du travail .....	5
1.2	Durée moyenne du travail estimée sur la base des comptes nationaux .....	7
1.2.1	Europees systeem van nationale en regionale rekeningen .....	7
1.2.2	Belgische nationale rekeningen.....	8
<b>2</b>	<b>Comparaison de l'évolution de la durée EFT et de la durée CN</b> .....	<b>14</b>
<b>3</b>	<b>Éléments d'explication des écarts constatés</b> .....	<b>15</b>
3.1	Décomposition au niveau agrégé du secteur privé .....	15
3.1.1	Taux de temps partiels .....	15
3.1.2	Durée du travail des temps partiels .....	16
3.1.3	Durée du travail des temps pleins .....	17
3.1.4	Synthèse .....	18
3.2	Structurele verschillen tussen de nationale rekeningen en de EAK .....	19
3.2.1	Vergelijking van de groei van het aantal gepresteerde uren per loontrekkende .....	20
3.2.2	Verschillende samenstelling van de loontrekkende werkgelegenheid .....	22
3.2.3	De groeivoet van de loontrekkende werkgelegenheid .....	23
3.2.4	Bijdrage van de branches aan de groeivoet van de effectieve arbeidsduur.....	25
3.3	Impact des heures supplémentaires .....	27
3.3.1	Contribution des heures supplémentaires à la variation de la durée du travail des temps pleins dans les EFT .....	27
3.3.2	La non-prise en compte des heures supplémentaires dans la durée CN pose-t-elle un problème pour l'estimation de l'évolution du coût salarial horaire?.....	28
<b>4</b>	<b>Conclusions</b> .....	<b>30</b>
<b>5</b>	<b>Annexe 1</b> .....	<b>35</b>
<b>6</b>	<b>Annexe 2</b> .....	<b>36</b>
<b>7</b>	<b>Annexe 3</b> .....	<b>37</b>
<b>8</b>	<b>Annexe 4</b> .....	<b>38</b>
<b>9</b>	<b>Annexe 5</b> .....	<b>39</b>

## Liste des graphiques

Graphique 2-1: Evolution de la durée du travail depuis 1996 selon les comptes nationaux et les EFT en Belgique dans le secteur privé.....	14
Grafiek 3-1 : Groei van het effectieve aantal gewerkte uren per loontrekkende.....	21
Grafiek 3-2 : Samenstelling van de loontrekkende werkgelegenheid .....	23
Grafiek 3-3 : Groeivoet van de loontrekkende werkgelegenheid .....	24

## Liste des tableaux

Tableau 3-1 – Analyse du taux de temps partiel et de son évolution dans les comptes nationaux et dans l'EFT 2013 (Belgique, secteur privé).....	16
Tableau 3-2 – Analyse de l'évolution de la durée moyenne selon les comptes nationaux, l'EFT 2013 et l'EFT 2013 auquel on a appliqué l'évolution du taux de temps partiel des comptes nationaux. (Belgique, secteur privé).....	16
Tableau 3-3 : évolution de la durée du travail des temps partiels dans la comptabilité nationale et dans l'EFT (durée effective). (Belgique, secteur privé).....	17
Tableau 3-4 : Analyse de l'évolution de la durée moyenne selon les comptes nationaux, l'EFT 2013 et l'EFT 2013 auquel on a appliqué l'évolution de la durée du travail des temps partiels des comptes nationaux. (Belgique, secteur privé) .....	17
Tableau 3-5 : évolution de la durée du travail des temps pleins dans la comptabilité nationale et dans les EFT (durée effective). (Belgique, secteur privé).....	18
Tableau 3-6 : Analyse de l'évolution de la durée moyenne effective selon les comptes nationaux, l'EFT 2013 et l'EFT 2013 auquel on a appliqué l'évolution de la durée du travail des temps pleins des comptes nationaux. (Belgique, secteur privé).....	18
Tableau 3-7: Synthèse de la décomposition de la différence d'évolution entre la durée moyenne du travail EFT et la durée moyenne du travail CN entre 2010 et 2012. (Belgique, secteur privé).....	19
Tableau 5-1 : Taux de croissance de la durée effective moyenne entre 2010 et 2012 (en %) .....	35
Tableau 6-1 : Calcul des contributions à la croissance de la durée moyenne du travail entre 2010 et 2012.....	36
Tableau 7-1 : Contribution des branches à la croissance 2010-2012 de la durée effective moyenne : effet des heures et effet de la structure de l'emploi selon les EFT (en points de pourcentage).....	37
Tableau 8-1 : Contribution des branches à la croissance 2010-2012 de la durée effective moyenne : effet des heures et effet de la structure de l'emploi selon les CN (en points de pourcentage).....	38

## Introduction

Dans le cadre du calcul de l'écart salarial, en l'absence d'information directe sur le coût salarial horaire (CSH), celui-ci est approché en rapportant le coût salarial par personne à la durée annuelle moyenne du travail des salariés du secteur privé. Les données de coût salarial par personne sont issues des comptes nationaux (CN), celles de la durée moyenne du travail sont, depuis 1996, estimées par le CCE sur la base des enquêtes sur les forces de travail (EFT). Les mêmes sources et méthodes sont utilisées pour la Belgique et les trois voisins.

Le CCE a originellement utilisé les séries de durée moyenne du travail des EFT car, en 1996, les données du nombre d'heures prestées n'existaient pas dans la comptabilité nationale de tous les pays. L'utilisation des données des EFT a nécessité le développement d'une méthodologie spécifique par le CCE pour passer d'une durée hebdomadaire à une durée annuelle effective de travail. Depuis octobre 2003, l'Institut des comptes nationaux (ICN) publie le volume des heures travaillées par les salariés. Ces données sont également disponibles pour les trois pays voisins et reposent sur un cadre de référence théorique commun fixé par le système européen des comptes (SEC1995)<sup>2</sup>, même si la mise en pratique de ce cadre de référence peut différer d'un État membre à un autre. Ces informations sont par ailleurs cohérentes avec celles de masse salariale et d'emploi en personnes. Afin d'éviter que les résultats de coût salarial par heure prestée ne soient affectés par le changement de source (EFT versus comptabilité nationale), les interlocuteurs sociaux ont jusqu'à présent privilégié le maintien de la source EFT pour le calcul de la durée moyenne du travail.

En ce qui concerne la Belgique, l'évolution de la durée du travail estimée par le CCE (source EFT) était, jusqu'en 2010, similaire sur le long terme à l'évolution de la durée du travail estimée par l'ICN (bien que s'en éloignant ponctuellement). Depuis 2010, les évolutions divergent fortement, si bien qu'en 2012 l'écart salarial depuis 1996 entre la Belgique et les pays de référence est très différent selon que l'on utilise la durée moyenne estimée par le CCE d'après les EFT ou la durée moyenne estimée par l'ICN, ce qui obscurcit le débat socio-économique. La présente note a donc pour objet de présenter les avantages et inconvénients de l'utilisation des données des EFT ou des données CN pour le calcul de l'évolution du CSH, ceci dans le cadre d'une éventuelle adaptation de la méthodologie du CCE.

La présente note précise, dans un premier chapitre, les sources et méthodes d'estimation de la durée moyenne du travail du CCE à partir des données des EFT (ci-après dénommée durée EFT), d'une part, et de la durée moyenne estimée par l'ICN (ci-après dénommée durée CN), d'autre part. Le deuxième chapitre compare les résultats issus des deux sources. Le troisième quantifie certains facteurs expliquant les écarts entre les deux sources. Enfin, la conclusion, résume les arguments en faveur et à l'encontre d'une adaptation de la méthodologie du CCE.

---

<sup>2</sup> Verordening (EG) Nr. 2223/96 van de Raad van 25 juni 1996 inzake het Europees systeem van nationale en regionale rekeningen in de Gemeenschap.

## 1 Méthode d'estimation de la durée moyenne du travail des salariés

### 1.1 *Durée moyenne du travail estimée par le CCE sur base des données des EFT (durée EFT)*

#### 1.1.1 **Présentation de la source<sup>3</sup>**

L'enquête par sondage sur les forces de travail (EFT) effectuée en Belgique est une enquête socio-économique auprès des ménages, dont l'objectif premier est de classer la population en âge de travailler (15 ans et plus) en trois groupes exhaustifs et distincts (personnes occupées, chômeurs et inactifs). Elle fournit, sur chacune de ces catégories, des données descriptives et explicatives. Cette enquête fait partie des enquêtes par sondage sur la population active, organisées au niveau de la CE et coordonnées par l'office statistique des Communautés européennes Eurostat en collaboration avec les instituts nationaux de statistique ; l'exécution de ces enquêtes incombe à ces derniers. Le but en est de collecter des informations qui soient comparables au niveau européen, en particulier concernant le taux de chômage et le taux d'emploi (selon les définitions du Bureau international du Travail, BIT), et par ailleurs de recueillir et diffuser des données importantes qui ne peuvent pas être obtenues par une autre voie (mobilité des salariés, motivations pour travailler à temps partiel, niveau d'études de la population, etc.).

Les informations sont recueillies par voie d'entretiens en face-à-face. Les ménages ne comportant que des personnes inactives âgées de plus de 64 ans peuvent aussi être interrogés par téléphone. L'échantillon comprend 15.000 ménages par trimestre, dont 12.000 peuvent être interrogés effectivement. Ce dispositif est propre à fournir, par année, des renseignements sur le statut d'activité de 90.000 habitants de Belgique âgés de 15 ans et plus.

L'échantillon est stratifié en fonction de secteurs géographiques de manière à couvrir l'ensemble du territoire. Les réponses de l'échantillon sont ensuite pondérées de manière à ce que l'extrapolation à la population totale soit représentative du sexe, de l'âge et du découpage géographique.

#### 1.1.2 **Estimation de la durée annuelle moyenne du travail**

##### *Introduction*

De 1996 à 2007, le Rapport technique se basait sur l'évolution de la durée « normale » pour les calculs de la marge maximale. Vu que la durée effective est devenue disponible dans les EFT, depuis 2006 pour tous les pays de manière continue sur l'année, le CCE a décidé d'utiliser, à partir du Rapport technique 2008, l'évolution de la durée « effective » du travail plutôt que celle de la durée normale. Elle est « effective » car elle se rapproche plus de la durée du travail qui a été effectivement prestée par les travailleurs. En ce sens, elle prend en compte diverses raisons d'absences telles que les jours de maladie, de vacances, de congé, de congé de maternité, mais également les heures supplémentaires, etc.

##### *Point de départ du calcul de la durée effective : la durée « normale »*

La question de la durée « normale », dans les EFT, concerne la durée que les travailleurs auraient normalement dû prêter au cours de la semaine de référence. Elle ne fait pas référence au concept de

---

<sup>3</sup> Pour plus de détails, voir [http://statbel.fgov.be/fr/statistiques/collecte\\_donnees/enquetes/ef/](http://statbel.fgov.be/fr/statistiques/collecte_donnees/enquetes/ef/)

durée conventionnelle mais doit se comprendre comme la durée « habituelle » du travail au cours de la semaine de référence. À titre d'exemple, un travailleur peut très bien avoir une durée conventionnelle de 35 heures/semaine mais déclarer une durée normale de 38 heures/semaine, si c'est ce qu'il a l'habitude de faire.

La durée hebdomadaire « normale » ou « habituelle » est transformée en une durée annuelle en la divisant par 5 (pour obtenir une durée journalière) et en la multipliant par le nombre de jours de travail potentiels sur l'année (365(6) jours – le nombre de samedis et dimanches).

### *De la durée « normale » à la durée « effective »*

Afin de passer de la durée normale à la durée effective, sur base des EFT, on procède de la manière suivante :

Premièrement, on calcule pour chaque travailleur la différence entre leur durée effective (question 20 de l'enquête<sup>4</sup>) et leur durée normale (question 25). Deuxièmement, on attribue cette différence d'heure à la raison principale pour laquelle leur durée effective est moins élevée (question 22) ou plus élevée (question 23) que leur durée normale. Ce faisant, on obtient un volume d'heures pour chacune des catégories suivantes (regroupement des raisons des questions 22 et 23), sur le champ du secteur privé (approximé par l'économie totale moins les branches administrations publiques et enseignement):

- Catégorie 1 : Vakantie en feestdagen : omvat de redenen om korter dan gebruikelijk te hebben gewerkt als gevolg van vakantieverlof of feestdagen.
- Catégorie 2 : Ziekte, ongeval, tijdelijke ongeschiktheid : omvat de redenen om korter dan gebruikelijk te hebben gewerkt als gevolg van ziekte, verwonding of tijdelijke arbeidsongeschiktheid.
- Catégorie 3 : Tijdelijke werkloosheid: omvat de redenen om korter dan gebruikelijk te hebben gewerkt als gevolg van gering arbeidsaanbod om technische of economische redenen, flexibele arbeidstijden.
- Catégorie 4: Zwangerschaps-, ouderschapsverlof, verlof persoonlijke redenen: omvat de redenen om korter dan gebruikelijk te hebben gewerkt als gevolg van zwangerschaps- of ouderschapsverlof, buitengewoon verlof om redenen van persoonlijke aard of wegens gezinsomstandigheden.
- Catégorie 5 : Andere redenen: omvat de redenen om korter dan gebruikelijk te hebben gewerkt als gevolg van slecht weer, arbeidsgeschil, onderwijs of opleiding, begin/verandering van baan tijdens de referentieweek, beëindiging van de baan zonder tijdens de referentieweek in een nieuwe baan te beginnen, andere redenen.
- Catégorie 6 : Extra uren flexibel uurrooster: omvat de reden om langer dan gebruikelijk te hebben gewerkt als gevolg van flexibele arbeidstijden.
- Catégorie 7 : Extra uren weersomstandigheden, technische of andere redenen : omvat de redenen om langer dan gebruikelijk te hebben gewerkt als gevolg van overuren en andere redenen.

---

<sup>4</sup> Lien vers le questionnaire EFT : [http://statbel.fgov.be/fr/binaries/FR\\_EFT\\_questionnaire%20individuel\\_2013\\_A4\\_tcm326-58887.pdf](http://statbel.fgov.be/fr/binaries/FR_EFT_questionnaire%20individuel_2013_A4_tcm326-58887.pdf)

Étant donné que la variation annuelle du volume d'heures de la catégorie 1 (Vakantie en feestdagen) paraît anormalement élevée, ce volume d'heures est fixé pour toute la période sur base de la moyenne annuelle observée de ces heures sur la période 2006-2012. Les volumes d'heures de ces différentes catégories sont ensuite appliquées (en + ou en -) au volume d'heures normales afin d'obtenir le volume d'heures effectives, que l'on rapporte enfin au nombre de travailleurs issu des enquêtes pour obtenir la durée moyenne effective. Au final, la durée moyenne effective ainsi obtenue peut différer de celle obtenue directement à partir de la question 20 de l'enquête du fait de la fixation du volume d'heures de la catégorie 1 lors de notre recomposition de la durée effective<sup>5</sup>.

## 1.2 *Durée moyenne du travail estimée sur la base des comptes nationaux*

### 1.2.1 Europees systeem van nationale en regionale rekeningen

#### *Algemeen*

Nationale rekeningen bieden een coherent raamwerk dat bruikbaar is voor macro-economische analyses. Sinds het ontstaan van de nationale rekeningen is het herhaaldelijk nodig gebleken de methodologische voorschriften aan te passen aan nieuwe economische ontwikkelingen. De meest recente herziening van de wereldwijd geldende normen leidde, in 1993, tot het System of National Accounts (SNA93), opgesteld onder de gezamenlijke verantwoordelijkheid van de Verenigde Naties, het Internationaal Monetair Fonds, de Wereldbank, de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling en de Europese Commissie. Omdat het SNA93 enerzijds internationale vergelijkbaarheid beoogt, en er anderzijds een grote heterogeniteit bestaat in de structuur en het ontwikkelingsniveau van landen, laat het SNA93 enige flexibiliteit in zijn toepassing toe.

Het Europees Systeem van nationale en regionale Rekeningen (ESR 1995)<sup>6</sup> is de Gemeenschappelijke versie van het SNA93, en vervangt het in 1979 gepubliceerde Europees Stelsel van Economische Rekeningen (ESER 1979)<sup>7</sup>. Het ESR 1995 is compatibel met het SNA93, maar de opties die door het SNA93 open gelaten worden, zijn in functie van de informatiebehoeften van de Europese Unie specifiek uitgewerkt. De harmonisatie tussen de macro-economische indicatoren van de lidstaten van de Europese Unie wordt daardoor maximaal doorgevoerd.

Het 1993 SNA is bijgewerkt in de vorm van een nieuw systeem van nationale rekeningen (het 2008 SNA), dat in februari 2009 door de Statistische Commissie van de Verenigde Naties is vastgesteld, teneinde de nationale rekeningen beter af te stemmen op de nieuwe economische context, de vooruitgang op het gebied van methodologisch onderzoek en de behoeften van de gebruikers.

Teneinde rekening te houden met de ontwikkelingen in het SNA, werd het ESR 95 aangepast, zodat het herziene Europese systeem van rekeningen (ESR2010), zoals bij Verordening (EU) nr. 549/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 21 mei 2013 wordt ingesteld, een aan de economische structuur van de lidstaten aangepaste versie van het 2008 SNA vormt en de gegevens van de Unie

---

<sup>5</sup> Sur la période 2010-2012, dans le secteur privé (approximé par S1 moins OP), la durée effective obtenue selon la méthode CCE baisse de 1,1% alors que la durée effective obtenue directement à partir de la question 20 de l'enquête baisse de 0,8%.

<sup>6</sup> Verordening (EG) Nr. 2223/96 van de Raad van 25 juni 1996 inzake het Europees systeem van nationale en regionale rekeningen in de Gemeenschap.

<sup>7</sup> Het ESER 1979 is een tweede versie van het in 1970 gepubliceerde *Europees Stelsel van Economische Rekeningen* (ESER 1970), dat gebaseerd is op het in 1968 gepubliceerde *System of National Accounts*. De eerste versie van het SNA dateert van 1953.

vergelijkbaar zijn met die van haar belangrijkste internationale partners. Het ESR 2010 wordt voor het eerst toegepast met ingang van 1 september 2014.

### ***Definitie volgens het ESR 1995 (§11.26 t.e.m. 11.31)***

Het totaal aantal gewerkte uren komt overeen met alle uren die door een werknemer of een zelfstandige gedurende de verslagperiode werkelijk zijn gewerkt, wanneer hun output binnen de productiegrens valt.

Zijn dus inbegrepen:

- uren die gedurende de normale werktijd zijn gewerkt;
- uren die buiten de normale werktijd zijn gewerkt en die in de regel tegen een hoger tarief dan normaal betaald worden (overuren);
- uren op de werkplek doorgebracht als wachttijd.

Zijn niet inbegrepen:

- betaalde, maar niet gewerkte uren (betaalde vakantie, betaalde feestdagen, betaald ziekteverlof, ...);
- lunchpauzes;
- tijd woon-werkverkeer, ook al wordt die betaald; tenzij die tijd inbegrepen is in de tijd van de werkgever.

## **1.2.2 Belgische nationale rekeningen**

### ***Coherentieprincipes***

De gekozen methode voor de berekening van de gewerkte uren voor loontrekkenden<sup>8</sup> in de Belgische nationale rekeningen berust op twee fundamentele coherentieprincipes: coherentie enerzijds met de tewerkstelling uitgedrukt in aantal personen, en anderzijds met de andere aggregaten (loonmassa, toegevoegde waarde, etc.) van de nationale rekeningen, een coherentie die onder meer wordt gegarandeerd door het gebruik van vergelijkbare bronnen en methodes.

#### **a) Coherentie met de andere aggregaten van de nationale rekeningen**

De Belgische nationale rekeningen worden samengesteld volgens twee basisprincipes: systematisch gebruik van een zo exhaustief mogelijk ondernemingsregister en maximale aanwending van administratieve gegevens. Beide principes worden gerespecteerd voor de berekening van de overgangscoefficienten (gemiddelde uren per werknemer): startbasis zijn de administratieve RSZ-gegevens die op ondernemingsniveau gekoppeld worden aan het ondernemingsregister. Bovendien worden op het einde van de berekeningscyclus ad hoc coherentie-checks geïntroduceerd, onder meer met andere aggregaten van de nationale rekeningen zoals de tewerkstelling in personen, de toegevoegde waarde en de loonmassa, die aanleiding kunnen geven tot de nodige correcties van de eindresultaten.

---

<sup>8</sup> Sinds september 2013 publiceert het INR ook gewerkte uren voor de zelfstandigen. De eerste cijfers alsook een beschrijving van de gehanteerde methodologie is beschikbaar op de website van de Nationale Bank van België: <http://www.nbb.be/doc/DQ/N/DQ3/HISTO/NNDC12.PDF>.

## b) Coherentie met de tewerkstelling in personen

Zoals verder in meer detail weergegeven, worden uit de administratieve RSZ-bron<sup>9</sup> overgangscoefficienten (de gemiddelde gepresteerde uren per persoon) afgeleid die dan na vermenigvuldiging met het aantal werknemers in de nationale rekeningen een raming van hun gewerkte uren geeft. Door deze aanpak worden tal van correcties, die gemaakt werden in de raming van het aantal loontrekkenden zoals de eliminatie van dubbeltellingen tussen verschillende bronnen, automatisch getransponeerd naar de gepresteerde uren. Voor andere overgangscorrecties, zoals bvb. het zwartwerk en de tewerkstelling in huishoudens, zijn evenwel nog bijkomende specifieke berekeningen nodig voor de gepresteerde uren (cf. infra).

### *Ramingsmethode*

#### a) Bij de RSZ beschikbare gegevens om het aantal uren te schatten

Naast gegevens over het aantal personen en het aantal arbeidsplaatsen bevatten de statistieken die door de RSZ worden verzameld per onderneming gegevens over de arbeidsduur. Voor deeltijdse werknemers wordt het totale aantal bezoldigde uren geregistreerd alsook de arbeidsduur van voltijdse werknemers die dienen als referentie in de betrokken onderneming (maatman)<sup>10</sup>. Voor voltijdse werknemers blijft de informatie beperkt tot het aantal bezoldigde dagen.

De inhoud van deze variabelen verschilt echter afhankelijk van het feit of het om een bediende of een arbeider gaat. Voor bedienden worden bepaalde afwezigheidsdagen (vakantiedagen en ziekte-dagen) geregistreerd, terwijl voor de arbeiders de vakantiedagen niet bezoldigd zijn en aldus niet worden opgetekend (cf. supra Kader 1 - overgang van bezoldigde uren / dagen naar gepresteerde uren/dagen).

#### b) Berekening van het aantal uren in de bestanden van de RSZ

Op basis van de RSZ-informatie wordt een vermenigvuldigingcoëfficiënt berekend als de verhouding van het aantal gepresteerde uren en de tewerkstelling in personen. De facto betreft het hier de berekening van de gemiddelde gepresteerde uren door de personen aangesloten bij de RSZ gedurende een trimester<sup>11</sup>.

Deze overgangscoefficient is echter niet uniform voor de hele economie.

Binnen de diverse bedrijfstakken en institutionele sectoren<sup>12</sup> varieert de berekening van de coëfficiënten volgens het statuut van de werknemers (arbeider of bediende) en het arbeidsstelsel (voltijds of deeltijds), wat de beschikbare gegevens beïnvloedt.

<sup>9</sup> In tegenstelling tot wat het geval is voor de berekening van de tewerkstelling in personen waar het aantal loontrekkenden verkregen door alle werknemers volgens hun hoofdactiviteit samen te tellen die door de verschillende organen van de sociale zekerheid geïdentificeerd (RSZ, RSZPPO, HVZ) geven enkel de bestanden van de RSZ bruikbare administratieve informatie voor de berekening van de gepresteerde uren. Deze bron dekt ongeveer 90 % van alle werknemers, de dekkinggraad loopt evenwel op tot 96 % wanneer enkel de privésector in beschouwing wordt gelaten. Voor bepaalde groepen waarvoor de RSZ niet representatief is, bijvoorbeeld de lokale overheden die hun werknemers vooral bij de RSZPPO registreren, worden specifieke berekeningen gemaakt (cf infra).

<sup>10</sup> Merk op: in deze nota wordt maatman als synoniem gebruikt voor de gemiddeld gepresteerde uren van de referentiepersoon.

<sup>11</sup> De bestanden van de RSZ zijn trimestrieel. Derhalve worden de berekeningen ook per trimester gedaan.

<sup>12</sup> In de berekeningen worden 140 bedrijfstakken (de zogeheten SUT-bedrijfstakken, met name de diverse bedrijfstakken die onderscheiden worden in de *supply and use table* binnen de nationale rekeningen) en 12 institutionele sectoren onderscheiden.

Om de cijfers m.b.t. bezoldigde arbeid uitgedrukt in personen om te zetten in cijfers uitgedrukt in uren, worden er voor elk kwartaal bijna 1 200 overgangscoefficienten berekend.

De gemiddelde uren per persoon per bedrijfstak en institutionele sector zijn in principe een gewogen gemiddelde van de gemiddelde uren voor arbeiders en bedienden en dit telkens voor zowel de deeltijdse als de voltijdse werknemers. De respectieve aandelen van voltijds / deeltijds bedienden / arbeiders worden direct uit de RSZ-bron afgeleid.

Deze resultaten worden vervolgens vermenigvuldigd met de aantallen werknemers per respectieve bedrijfstak en institutionele sector zoals berekend werd in de nationale rekeningen. Het totaal aantal gepresteerde uren voor de gehele economie wordt dan bekomen door aggregatie over de verschillende takken en sectoren.

### *Deeltijdse werknemers*

Om het aantal bezoldigde uren van deeltijdse werknemers te schatten, moeten alle uren worden opgeteld die officieel aan de RSZ werden aangegeven, onafhankelijk of deze in hoofd- dan wel nevenactiviteit werden gepresteerd. Voor de niet-officiële of zwarte uren (ook voor voltijds) wordt een aparte berekening gemaakt (cf. supra).

Om van de bij de RSZ geregistreerde bezoldigde uren over te gaan naar de gepresteerde uren worden deze nog vermenigvuldigd door een correctiefactor die de verhouding weergeeft tussen het aantal gepresteerde dagen en het aantal betaalde dagen. Ook deze correctiefactor wordt afzonderlijk berekend per bedrijfstak en institutionele sector. Aangezien de bezoldiging van vakantiedagen verschillend is van type werknemer, is een aparte berekening volgens type werknemer nodig (zie kader hieronder).

De aldus bekomen gepresteerde uren voor deeltijdse werknemers worden dan gedeeld door het aantal deeltijdse werknemers in de RSZ-bron om zodus de gemiddelde uren per deeltijdse werknemer te bekomen. Bij deze berekening wordt evenwel rekening gehouden met de mogelijkheid dat een werknemer meer dan één job uitoefent (cumul).<sup>13</sup>.

---

<sup>13</sup> Deze correctie is niet onbelangrijk aangezien de bekomen gemiddelde uren per persoon later vermenigvuldigd worden met de respectieve aantallen werknemers die in de nationale rekeningen geteld worden volgens hun hoofdactiviteit.

### Kader 1 - Overgang van bezoldigde uren / dagen naar gepresteerde uren/dagen

De RSZ-bron bevat gegevens over bezoldigde dagen / uren, terwijl in de nationale rekeningen enkel de daadwerkelijk gepresteerde uren geteld mogen worden. In concreto zijn er **drie verschillende scenario's**.

#### **1. Niet-gepresteerde uren/dagen worden niet meegerekend in het arbeidsvolume bij de RSZ-bron**

Bepaalde afwezigheden worden voor de berekening van bepaalde sociale rechten van werknemers gelijkgesteld met arbeidsprestaties (carensdag, dagen arbeidsongeschiktheid na gewaarborgd loon, arbeidsongeval, tijdelijke werkloosheid, stakingsdagen, ...). Deze worden door de RSZ niet bij het arbeidsvolume geteld maar de werknemer wordt door de RSZ nog wel als tewerkgesteld beschouwd.

Verder zijn er nog afwezigheden die niet als gelijkgesteld worden beschouwd en die door de RSZ niet tot het arbeidsvolume worden gerekend en waarbij de werknemer, indien die geen andere prestaties heeft, door de RSZ niet langer als tewerkgesteld wordt beschouwd (volledig tijdskrediet, verlof zonder wedde, ...).

Aangezien beide types afwezigheden door de RSZ niet geteld worden bij het arbeidsvolume zijn **geen bijkomende correcties nodig in de nationale rekeningen**.

#### **2. Niet gepresteerde uren/dagen worden wel meegerekend in de bezoldigde dagen / uren van de RSZ maar expliciet gecorrigeerd in de nationale rekeningen.**

De arbeidstijdgegevens die door de werkgevers met betrekking tot hun werknemers bij de RSZ aangegeven worden, zijn ruimer dan de reëel gewerkte arbeidsuren of arbeidsdagen. Zo worden de wettelijke (alle werknemers) en bijkomende vakantie (enkel voor bedienden) door de RSZ steeds meegerekend in de bezoldigde dagen / uren.

Daar geen arbeidsprestaties worden geleverd en een realistische inschatting van deze dagen gemaakt kan worden, wordt hiervoor als volgt **gecorrigeerd in nationale rekeningen**.

Zo worden vooreerst, per trimester, de wettelijke feestdagen in mindering gebracht. In de praktijk wordt rekening gehouden met 10 wettelijke feestdagen die potentieel op een werkdag vallen (Pasen en Pinksteren vallen immers altijd op een zondag).

Voor bedienden zijn ook de vakantiedagen bezoldigd. Deze worden in de nationale rekeningen in mindering gebracht op basis van een lijst van gemiddeld aantal vakantiedagen per paritair comité die werd opgesteld door de FOD WASO. De correctie verschilt dus naargelang bedrijfstak maar gemiddeld worden zo'n 24 vakantiedagen opgenomen waarvan het gros (14 dagen) in het derde trimester (zomermaanden) en dan gemiddeld 3 à 4 dagen in de andere trimesters. Voor onderwijzend personeel wordt rekening gehouden met de schoolvakanties.

PM: voor de voltijdse werknemers gebeurt deze correctie rechtstreeks op het aantal bezoldigde dagen. Bij de deeltijdse werknemers wordt een correctiecoëfficiënt toegepast op hun bezoldigde uren.

#### **3. Voor bepaalde niet-gepresteerde maar bezoldigde dagen is onvoldoende administratieve informatie beschikbaar om te corrigeren in de nationale rekeningen**

Dit is bijvoorbeeld het geval bij gewaarborgd loon tijdens de eerste dagen arbeidsongeschiktheid van een werknemer, waarvoor in de nationale rekeningen **niet gecorrigeerd** wordt en dus aanleiding kan geven tot een overschatting van de arbeidsduur.

Eigenlijk is er nog een **vierde scenario** waarvoor niet gecorrigeerd wordt in de nationale rekeningen, namelijk **niet-**

**geregistreerde maar wel gepresteerde dagen in de RSZ-bron.**

Zo is het op basis van de RSZ-bron onmogelijk om onder meer de gepresteerde overuren voor voltijdse werknemers te isoleren, wat dan weer een mogelijke onderschatting van de arbeidsduur impliceert.

In navolging van wat er in verschillende Europese landen gebeurt, lijkt het aangewezen om de volgens in deze nota beschreven methodologie verkregen eindresultaten - ongeacht de hierboven aangehaalde beperkingen ervan - te beschouwen als een goede proxy van het arbeidsvolume van werknemers volgens het ESR 1995, veeleer dan het gevaar te lopen hun samenhang met de andere aggregaten van de nationale rekeningen (tewerkstelling, loonsom en toegevoegde waarde) te verstoren door ontbrekende factoren te extrapoleren.

***Voltijdse werknemers***

Voor voltijdse werknemers wordt overgegaan van het aantal bij de RSZ geregistreerde bezoldigde dagen naar het aantal effectief gepresteerde dagen door de bezoldigde afwezigheden in mindering te brengen (zie kader hierboven).

Het aantal uren wordt vervolgens afgeleid door het aantal gepresteerde dagen te vermenigvuldigen met één vijfde van de arbeidsduur van de voltijdse werknemer die als referentie dient, de maatman. Er wordt gedeeld door 5 om de maatman, die een maatstaf is van het aantal uren die een voltijdse arbeider volgens zijn contract *wekelijks* moet presteren, te herschalen naar *dagbasis* zodat vermenigvuldiging met het aantal gepresteerde *dagen* het totale arbeidsvolume oplevert.

Net zoals bij de deeltijdse werknemers worden de aldus bekomen gepresteerde uren voor voltijdse werknemers gedeeld door het aantal voltijdse werknemers in de RSZ-bron om de gemiddelde uren per voltijdse werknemer te bekomen.

**c) Bijzondere behandelingen*****Zwartwerk***

De raming van het zwartwerk vereist een bijzondere behandeling. In de nationale rekeningen worden ramingen van het zwartwerk gemaakt per bedrijfstak (en institutionele sector), op het meest gedetailleerde niveau, op basis van een vergelijking in de aanbod- en gebruikstabellen. De resultaten van deze raming bepalen de extrapolatiecoëfficiënten die worden toegepast op de aggregaten die werden verkregen op basis van de oorspronkelijke administratieve gegevens (bedrijfsbalansen, BTW-statistieken, enz.). De gedetailleerde aanpak per bedrijfstak reflecteert de realiteit dat de mate van zwartwerk zich niet uniform manifesteert over de verschillende bedrijfstakken heen. De coëfficiënten variëren afhankelijk van het aggregaat: de coëfficiënt die wordt toegepast op de loonsom, vertegenwoordigt maar een fractie van deze die voor de toegevoegde waarde wordt geraamd en de coëfficiënt voor de tewerkstelling vormt een fractie van de coëfficiënt die op de loonsom wordt toegepast. De hypothese die we aannemen voor het aantal gepresteerde uren is dat het relatieve belang van zwartwerk identiek is aan het geschatte belang van de zwarte toegevoegde waarde. Anders gezegd, we veronderstellen dat de productiviteit niet varieert naargelang de arbeid al of niet wordt aangegeven.

### *Studenten*

De raming van de gewerkte uren voor studenten gebeurt eerder forfaitair. Er wordt vertrokken van een theoretische werkweek van 38 uren die vermenigvuldigd wordt met het aantal studenten zoals geraamd in de nationale rekeningen.

Bemerk dat bij de berekening van het aantal studenten dit aantal reeds herschaald werd voor het feit dat zij per trimester gemiddeld minder dagen presteren dan een werknemer.

Tot 1 januari 2012 mocht een student immers maar 23 werkdagen (1 maand) werken in het derde trimester en 23 dagen in de overige trimesters samen. Vanaf 1 januari 2012 werd deze twee maal 23 dagen uitgebreid naar 50 dagen per jaar zonder onderscheid tussen de vakantieperiode en de periode daarbuiten. Er kan evenwel nog steeds worden verondersteld dat de student gemiddeld meer arbeid levert in de zomervakantie. Bovendien wordt rekening gehouden met het feit dat een student gemiddeld gezien zijn contingent arbeidsdagen niet opgebruikt (cf. factor 0,72 in berekening hieronder).

Concreet wordt in de nationale rekeningen bij de berekening van de tewerkstelling in personen het aantal studenten uit de RSZ en RSZPPO-bron reeds gecorrigeerd met volgende coëfficiënten<sup>14</sup>:

in T3:  $1/3 \times 0,72$ ; (72% van 1 maand in 3de trimester)

in T1, T2, T4:  $1/9 \times 0,72$  (72 % van 1 maand in overige 3 trimesters)

Door de vermenigvuldiging met het aantal studenten uit de nationale rekeningen wordt deze correctie automatisch getransponeerd naar de door de studenten gepresteerde uren en dient dus geen extra correctie te gebeuren om de gemiddelde uren.

### *Onderwijzend personeel*

Aangezien de aan de RSZ aangegeven contractuele uren voor het onderwijzend personeel enkel de lesuren omvatten en om rekening met de uren die leerkrachten besteden aan lesvoorbereidingen, verbeterwerk, toezicht, bijscholing, e.d. worden de nodige ophogingen aangebracht teneinde deze te kalibreren naar een normale werkweek. Daarnaast wordt bij de berekening van de afwezigheden, die nodig is om over te gaan van bezoldigde dagen / uren naar gepresteerde dagen/ uren, expliciet rekening gehouden met de specifieke vakantieregeling voor het onderwijzend personeel.

### *Huishoudens als werkgever*

De tewerkstelling en de gewerkte uren voor de huishoudens met werknemers worden sinds de occasionele revisie van de gedetailleerde nationale rekeningen in 2011 geraamd op basis van de vraag naar dergelijke diensten via de huishoudbudgetenquête. Via deze bron kan de totale consumptieve uitgaven voor dergelijke diensten worden afgeleid. Rekening houdende met het officiële aanbod van deze diensten kan het zwarte circuit worden afgelijnd. Om van de uitgaven naar gewerkte uren over te gaan wordt rekening gehouden met het schoonmaaktarief per uur uit de consumentenprijsindex.

### *Overheidstakken waar RSZ niet representatief is*

---

<sup>14</sup> Deze correctie is nodig aangezien de RSZ en RSZPPO enkel een beeld geven op het einde van het trimester dus op 31 maart, 30 juni, 30 september en 31 december. De correctie die hier beschreven wordt, dient om van einde-trimester gegevens over te gaan naar gemiddelde tewerkstelling per trimester. Ook voor niet-studenten gebeurt een correctie: de gemiddelde tewerkstelling per trimester wordt berekend als het gemiddelde van de tewerkstelling op het einde van het lopende en het voorgaande trimester te berekenen. Deze correcties gebeuren op ondernemingsniveau.

Voor bepaalde bedrijfstakken in de overheidssector (voornamelijk in de subsector S1313 lokale overheden) zijn de gebruikte administratieve gegevens (RSZ) niet representatief wegens het ontbreken van de RSZPPO-bron. Voor deze takken worden vermenigvuldigingscoëfficiënten (gemiddelde uren per persoon) gebruikt van overeenstemmende takken uit sectoren waar de RSZ wel representatief is.

### *Correctie voor kalendereffecten en seizoensinvloeden*

Het aantal gepresteerde uren wordt rechtstreeks beïnvloed door het aantal werkdagen, door sociale gewoonten in verband met vakantie, enz. Het is dus zeer gevoelig voor seizoensinvloeden en kalendereffecten. Net zoals voor de andere variabelen moet het arbeidsvolume in de nationale kwartaalrekeningen voor deze effecten gecorrigeerd worden.

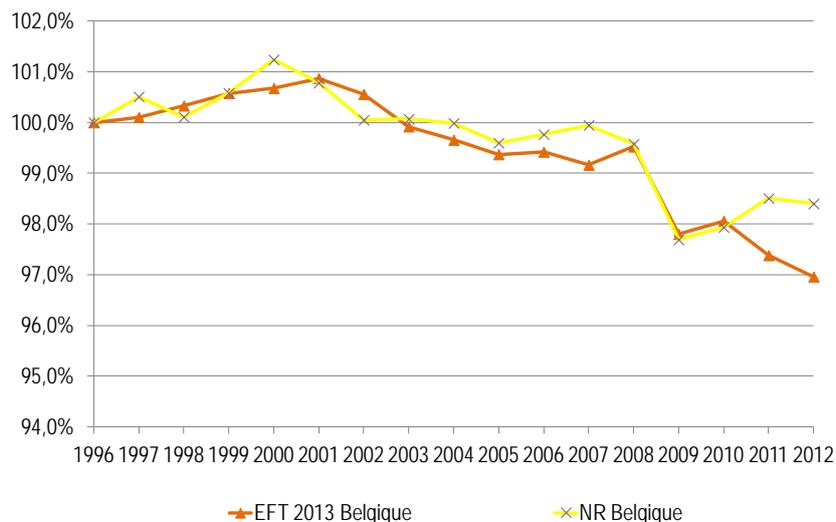
De kalendereffecten hebben een bijzondere invloed op het aantal uren. Hun invloed is zuiver mechanisch (een extra werkdag betekent automatisch ongeveer 7,5 arbeidsuren extra per werknemer) en mag op jaarbasis zeker niet verwaarloosd worden (een extra werkdag betekent een extra toename van 0,5 procentpunt). Om de economische interpretatie van de evolutie op het stuk van het arbeidsvolume te vergemakkelijken, worden in de jaarrekeningen dus de gegevens opgenomen die gecorrigeerd zijn voor kalendereffecten.

#### **d) Ad hoc coherentie checks**

Op de aldus bekomen resultaten worden ad hoc (dit wil zeggen na de berekening volgens de hierboven weggegeven methode) verschillende coherentie-checks en desgevallend correcties uitgevoerd, dit zowel inter-temporeel als in vergelijking met de andere maatstaven voor gepresteerde arbeidsduur (bvb. de evolutie van het aantal voltijds equivalenten in de RSZ-bron) als in relatie met de aggregaten van de nationale rekening ( tewerkstelling, toegevoegde waarde en de loonsom).

## **2 Comparaison de l'évolution de la durée EFT et de la durée CN**

Graphique 2-1: Evolution de la durée du travail depuis 1996 selon les comptes nationaux et les EFT en Belgique dans le secteur privé



Sources: ICN (2013), *Comptes nationaux 2012 tableaux détaillés* ; Eurostat, Enquêtes sur les forces de travail

On remarque, dans le Graphique 2-1 que, bien que la durée du travail calculée dans les deux sources évolue de façon différente d'année en année, leur évolution converge sur une longue période. C'est le cas jusqu'en 2010, mais un écart se creuse en 2011 et 2012. Ainsi, en 2012, il existe une différence de près de 2 points de pourcent entre l'évolution de la durée du travail depuis 2010 selon que l'on regarde une source ou l'autre.

En ce qui concerne l'ensemble de l'économie, sur la période 2010-2012, la croissance de la durée effective issue directement des EFT (question 20) est statistiquement différente de la croissance de la durée des CN. En effet, la croissance de la durée effective des EFT est de -0,9% et se situe dans l'intervalle de confiance (-1,6% ; 0,2%)<sup>15</sup>, tandis que la croissance de la durée des CN est de 0,4%, donc hors de l'intervalle de confiance de la durée EFT. On peut donc considérer que la croissance de la durée effective entre 2010 et 2012, obtenue pour le secteur privé d'après les EFT selon la méthode CCE (-1,1%) est significativement différente de la durée des CN pour le secteur privé (+0,5%).

### 3 Éléments d'explication des écarts constatés

#### 3.1 Décomposition au niveau agrégé du secteur privé

La durée moyenne du travail peut se décomposer, dans les deux sources de données, entre la durée du travail d'un temps plein et la durée du travail d'un temps partiel, pondérées par la proportion des temps partiels dans le total des salariés (le taux de temps partiel). En comparant chacune de ces trois composantes (durée d'un temps plein, d'un temps partiel et le taux de temps partiel) entre les deux sources, on peut voir plus précisément d'où provient la différence d'évolution de la durée du travail entre les deux sources.

##### 3.1.1 Taux de temps partiels

La définition du statut de temps partiel (PT) ou de temps plein (FT) diffère selon la source. Alors que dans l'enquête, la distinction entre PT et FT est faite grâce à la réponse à une question de la part de la personne interrogée, dans les comptes nationaux, elle résulte de déclarations officielles des employeurs à l'ONSS.

Le tableau 3-1 présente le niveau et l'évolution du taux de temps partiel entre 2010 et 2012 dans les deux sources.

---

<sup>15</sup> Calculé par la DGSIE.

**Tableau 3-1 – Analyse du taux de temps partiel et de son évolution dans les comptes nationaux et dans l'EFT 2013 (Belgique, secteur privé)**

	2010	2011	2012
<b>CN</b>			
Taux de PT	33,21%	33,47%	33,34%
Évolution	100,00	100,77	100,37
<b>EFT</b>			
Taux de PT	26,58%	27,12%	27,31%
Évolution	100,00	102,01	102,75

Note : pour les EFT, le secteur privé est approximé par le champ économie totale moins les branches administration publique et enseignement ; Pour les CN, les taux de temps partiel sont basés sur les chiffres corrigés pour le cumul des emplois.

Sources : Eurostat, ICN, Calculs Secrétariat CCE

Il ressort de ce tableau que le taux de temps partiel est plus élevé dans les comptes nationaux que dans l'enquête. En outre, alors que pour la période étudiée, il est relativement stable dans les comptes nationaux, il augmente dans l'enquête.

Le tableau ci-dessous montre l'évolution de la durée moyenne effective des EFT si on avait appliqué l'évolution du taux de temps partiel des comptes nationaux à la place de l'évolution du taux de temps partiels des EFT.

**Tableau 3-2 – Analyse de l'évolution de la durée moyenne selon les comptes nationaux, l'EFT 2013 et l'EFT 2013 auquel on a appliqué l'évolution du taux de temps partiel des comptes nationaux. (Belgique, secteur privé)**

	2010	2011	2012
<b>Durée moyenne CN</b>			
Taux de croissance		0,58%	-0,11%
Indice 2010=100	100,00	100,58	100,47
<b>Durée moyenne effective EFT</b>			
Taux de croissance		-0,69%	-0,43%
Indice 2010=100	100,00	99,31	98,88
<b>Durée moyenne effective EFT (évolution du %PT CN)</b>			
Taux de croissance		-0,54%	-0,30%
Indice 2010=100	100,00	99,46	99,16

Note : pour les EFT, le secteur privé est approximé par le champ économie totale moins les branches administration publique et enseignement

Sources : Eurostat, ICN, Calculs Secrétariat CCE

Lorsqu'on applique l'évolution du taux de temps partiels de la CN aux EFT, la durée moyenne EFT ne diminue plus autant sur l'ensemble de la période. On se rapproche de l'évolution de la durée moyenne des CN. L'impact cumulé de la différence d'évolution du taux de temps partiels entre les deux sources est ainsi estimé à 0,28 point de pourcent (« durée moyenne effective EFT (évolution du %PT CN) » – « durée moyenne effective EFT » = 99,16 - 98,88 = 0,28).

### 3.1.2 Durée du travail des temps partiels

Le tableau ci-dessous compare l'évolution de la durée moyenne du travail des temps partiels dans les CN à celle de la durée moyenne effective des temps partiels dans les EFT.

Tableau 3-3 : évolution de la durée du travail des temps partiels dans la comptabilité nationale et dans l'EFT (durée effective). (Belgique, secteur privé)

	2010	2011	2012
<b>Évolution de la durée du travail PT dans CN</b>			
Taux de croissance		1,12%	0,19%
Indice 2010=100	100,00	101,12	101,32
<b>Évolution de la durée effective du travail PT dans EFT</b>			
Taux de croissance		-1,67%	0,59%
Indice 2010=100	100,00	98,33	98,90

Note : pour les EFT, le secteur privé est approximé par le champ économie totale moins les branches administration publique et enseignement

Sources : Eurostat, ICN, Calculs Secrétariat CCE

La durée du travail des temps partiels augmente sur toute la période dans les CN alors que, dans les EFT, elle diminue, en cumulé sur la période. Au total, sur la période étudiée, on a une différence de 2,4 points de pourcent entre les sources.

Le tableau ci-dessous présente l'impact sur la durée moyenne effective des EFT si on avait utilisé l'évolution de la durée des temps partiels des comptes nationaux à la place de l'évolution de la durée effective des temps partiels des EFT.

Tableau 3-4 : Analyse de l'évolution de la durée moyenne selon les comptes nationaux, l'EFT 2013 et l'EFT 2013 auquel on a appliqué l'évolution de la durée du travail des temps partiels des comptes nationaux. (Belgique, secteur privé)

	2010	2011	2012
<b>Durée moyenne CN</b>			
Taux de croissance		0,58%	-0,11%
Indice 2010=100	100,00	100,58	100,47
<b>Durée moyenne EFT</b>			
Taux de croissance		-0,69%	-0,43%
Indice 2010=100	100,00	99,31	98,88
<b>Durée moyenne EFT avec évolution durée PT des CN</b>			
Taux de croissance		-0,07%	-0,34%
Indice 2010=100	100,00	99,93	99,59

Note : pour les EFT, le secteur privé est approximé par le champ économie totale moins les branches administration publique et enseignement

Sources : Eurostat, ICN, Calculs Secrétariat CCE

Lorsqu'on applique l'évolution de la durée du travail des temps partiels de la CN aux EFT, la durée moyenne EFT ne diminue plus autant sur l'ensemble de la période. On se rapproche de l'évolution de la durée moyenne des CN. L'impact cumulé de la différence de durée des temps partiels entre les deux sources est ainsi estimé à 0,71 point de pourcent (« durée moyenne EFT avec évolution durée PT des CN » - « durée moyenne EFT » = 99,59 - 98,88 = 0,71).

### 3.1.3 Durée du travail des temps pleins

Le tableau ci-dessous compare l'évolution de la durée moyenne du travail des temps pleins utilisée dans la comptabilité nationale (donc une durée qui tient compte des vacances et congés, du chômage temporaire, etc.) à celle de la durée effective du travail des temps pleins dans les EFT.

Tableau 3-5 : évolution de la durée du travail des temps pleins dans la comptabilité nationale et dans les EFT (durée effective). (Belgique, secteur privé)

	2010	2011	2012
<b>Évolution de la durée du travail FT dans CN</b>			
Taux de croissance		0,48%	-0,27%
Indice 2010=100	100,00	100,48	100,21
<b>Évolution de la durée du travail FT dans EFT</b>			
Taux de croissance		-0,06%	-0,36%
Indice 2010=100	100,00	99,94	99,58

Note : pour les EFT, le secteur privé est approximé par le champ économie totale moins les branches administration publique et enseignement

Sources : Eurostat, ICN, Calculs Secrétariat CCE

Entre 2010 et 2012, la durée des temps pleins augmente légèrement dans les CN alors qu'elle diminue légèrement dans les EFT. Au total, on a une différence de 0,63 point de pourcent entre les deux sources.

Le tableau ci-dessous présente l'impact sur l'évolution de la durée moyenne effective des EFT si on avait utilisé l'évolution de la durée des temps pleins des comptes nationaux à la place de celle de la durée normale des temps pleins des EFT.

Tableau 3-6 : Analyse de l'évolution de la durée moyenne effective selon les comptes nationaux, l'EFT 2013 et l'EFT 2013 auquel on a appliqué l'évolution de la durée du travail des temps pleins des comptes nationaux. (Belgique, secteur privé)

	2010	2011	2012
<b>Durée moyenne CN</b>			
Taux de croissance		0,58%	-0,11%
Indice 2010=100	100,00	100,58	100,47
<b>Durée moyenne effective EFT</b>			
Taux de croissance		-0,69%	-0,43%
Indice 2010=100	100,00	99,31	98,88
<b>Durée moyenne EFT avec évolution durée FT des CN</b>			
Taux de croissance		-0,25%	-0,36%
Indice 2010=100	100,00	99,75	99,39

Note : pour les EFT, le secteur privé est approximé par le champ économie totale moins les branches administration publique et enseignement

Sources : Eurostat, ICN, Calculs Secrétariat CCE

Comme le montre le tableau 3-6, on se rapproche de la durée CN en utilisant la durée du travail des FT CN dans les EFT. L'effet cumulé est de 0,51 point de pourcent (« durée moyenne EFT avec évolution durée FT des CN » - « durée moyenne effective EFT » = 99,39 - 98,88 = 0,51).

### 3.1.4 Synthèse

Le Tableau 3-7 synthétise les effets dus aux différentes composantes. La différence d'évolution entre la durée EFT et la durée CN est due pour 18% à une différence d'évolution du taux de temps partiel, pour 45% à une différence d'évolution de la durée des temps partiels, et pour 32% à une différence d'évolution de la durée des temps pleins. La somme de ces trois contributions est de 94%. Le solde (6%) provient des niveaux de départ qui sont différents dans les CN et dans les EFT.

Tableau 3-7: Synthèse de la décomposition de la différence d'évolution entre la durée moyenne du travail EFT et la durée moyenne du travail CN entre 2010 et 2012. (Belgique, secteur privé)

	Durée effective EFT en 2012	EFT corrigé avec CN en 2012	Effet	Contribution en %
Taux PT	98,88	99,16	0,28	18%
Durée PT	98,88	99,59	0,71	45%
Durée FT	98,88	99,39	0,51	32%
Différence de niveau de départ			0,09	6%
TOTAL			1,59	100%

Note : pour les EFT, le secteur privé est approximé par le champ économie totale moins les branches administration publique et enseignement

Sources : Eurostat, ICN, Calculs Secrétariat CCE

Dans les sections suivantes, on analyse deux facteurs qui peuvent expliquer la différence d'évolution entre la durée EFT et la durée CN : la structure de l'emploi par branche et son évolution, et la prise en compte des heures supplémentaires.

### 3.2 Structurele verschillen tussen de nationale rekeningen en de EAK

De verschillen tussen de twee bronnen gaan verder dan enkel een verschillende gemiddelde werktijd per loontrekkende. Er is namelijk een afwijkende onderliggende structuur inzake de verdeling van de werkgelegenheid tussen de bedrijfstakken en tussen voltijd- en deeltijdwerkers. Ook het verloop van deze verschillende samenstellingen verschilt. Een gedetailleerdere analyse op branche-niveau kan hier inzicht bieden. Gegeven de methodologie van de nationale rekeningen, waarbij het arbeidsvolume van voltijd- en deeltijdwerknemers apart wordt beschouwd, is het bovendien nuttig om dit niet alleen voor het totaal uit te voeren, maar ook voor de twee regimes apart.

De hier beschreven analyse werd uitgevoerd met de gegevens zoals ze beschikbaar waren op 15 oktober 2013 op A21-niveau<sup>16</sup> en op jaarbasis, waarbij voor de groeivoeten de groei tussen 2010 en 2012 werd genomen. De branches O en P, gebruikt als proxy voor de overheidssector, worden buiten beschouwing gelaten.

La durée effective de travail hebdomadaire brute par branche d'activité, statut professionnel et régime de travail provient de la publication d'Eurostat. La même ventilation pour l'emploi est basée sur les microdonnées EFT mises à la disposition de la Banque nationale. La durée effective totale des salariés du secteur privé est obtenue par pondération à l'aide des données d'emploi des EFT. Le concept d'emploi a été limité aux personnes âgées de 15 à 64 ans.

Voor de nationale rekeningen werden geaggregeerde trimestriële data op SUT-3-niveau gebruikt. In de analyse werden verschillende concepten vergeleken: de gepresteerde uren van de loontrekkenden, de samenstelling van de loontrekkende werkgelegenheid en groei van deze laatste.

<sup>16</sup> Voor branche U (extra-territoriale activiteiten) zijn er geen resultaten te vinden in de nationale rekeningen. Deze bron baseert zich namelijk op administratieve gegevens die geen zicht hebben op de personen die in deze branche werken. De EAK registreert deze personen echter wel, aangezien het een enquête betreft die wordt uitgevoerd op personen die in België woonachtig zijn, ongeacht waar zij werken.

### 3.2.1 Vergelijking van de groei van het aantal gepresteerde uren per loontrekkende

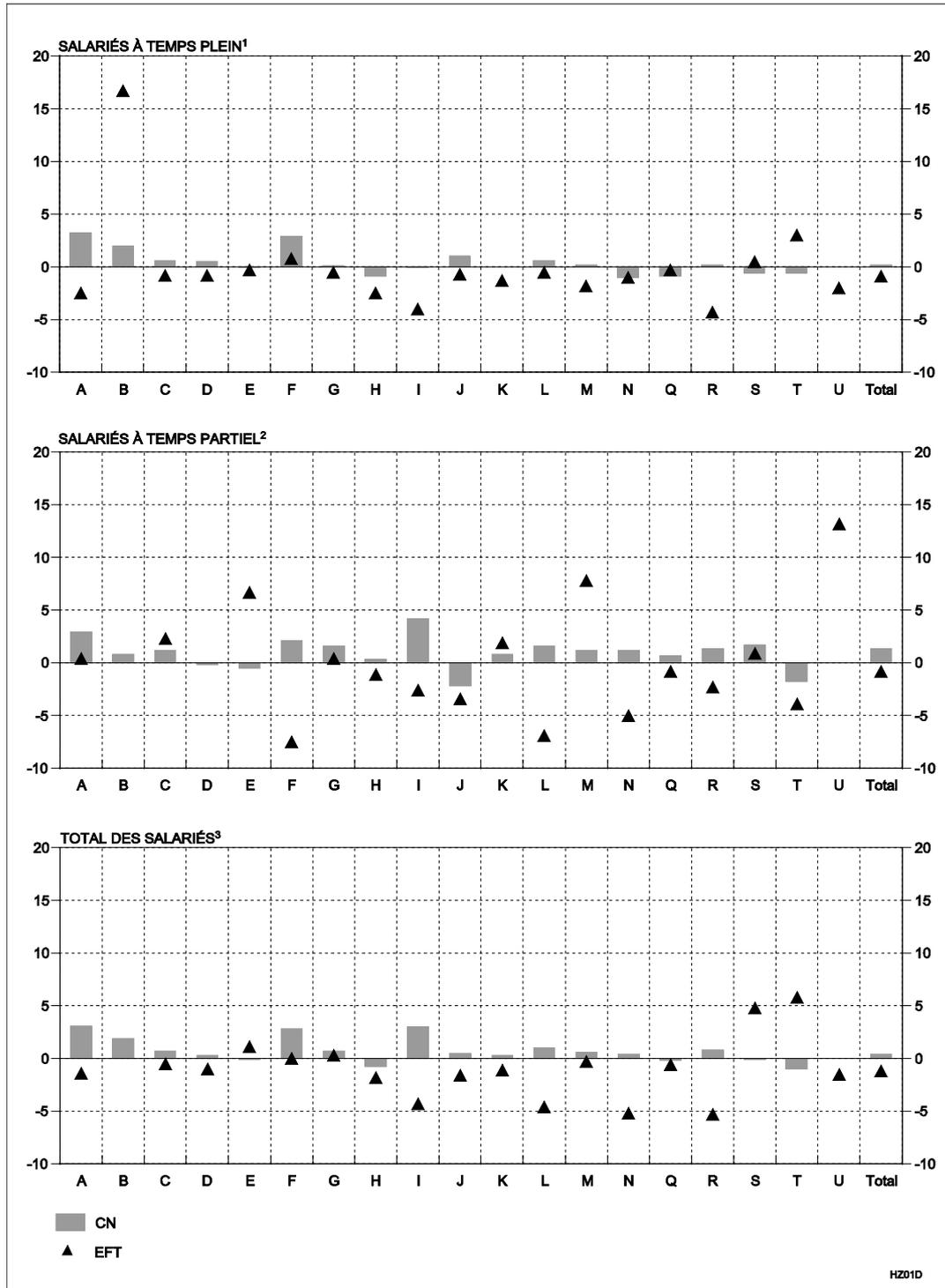
De effectief gewerkte uren worden bij de nationale rekeningen niet rechtstreeks geregistreerd<sup>17</sup>, in tegenstelling tot bij de EAK, maar zijn het resultaat van een deling op branche-niveau van het totale aantal gewerkte uren door het totale aantal loontrekkenden in die branches.

Wanneer de groei van de effectief gewerkte uren tussen 2010 en 2012 vergeleken wordt voor de EAK en de nationale rekeningen, dan blijkt dat de EAK over het algemeen sterkere fluctuaties vertoont. Niet alleen kan de grootte van de groei afwijken, maar ook het teken blijkt regelmatig te verschillen. Les données chiffrées (en %) figurent en annexe 1 avec l'intitulé de chaque branche d'activité.

---

<sup>17</sup> De gewerkte uren in de nationale rekeningen worden volgens ESR95 gecorrigeerd voor kalendereffecten. In de EAK wordt deze correctie niet toegepast.

Grafiek 3-1 : Groei van het effectieve aantal gewerkte uren per loontrekkende (gecumuleerde groei in procenten van het aantal effectief gewerkte uren per loontrekkende tussen 2010 en 2012)



(1) Volgens de INR-gegevens ongeveer 67% van het totaal, volgens de EAK ongeveer 73%.

(2) Volgens de INR-gegevens ongeveer 33% van het totaal, volgens de EAK ongeveer 27%. Pour la source EFT, les données en-dessous du seuil de représentativité dans les branches B et D ont été retirées.

(3) Croissance de 20,5 % dans la branche B selon les EFT.

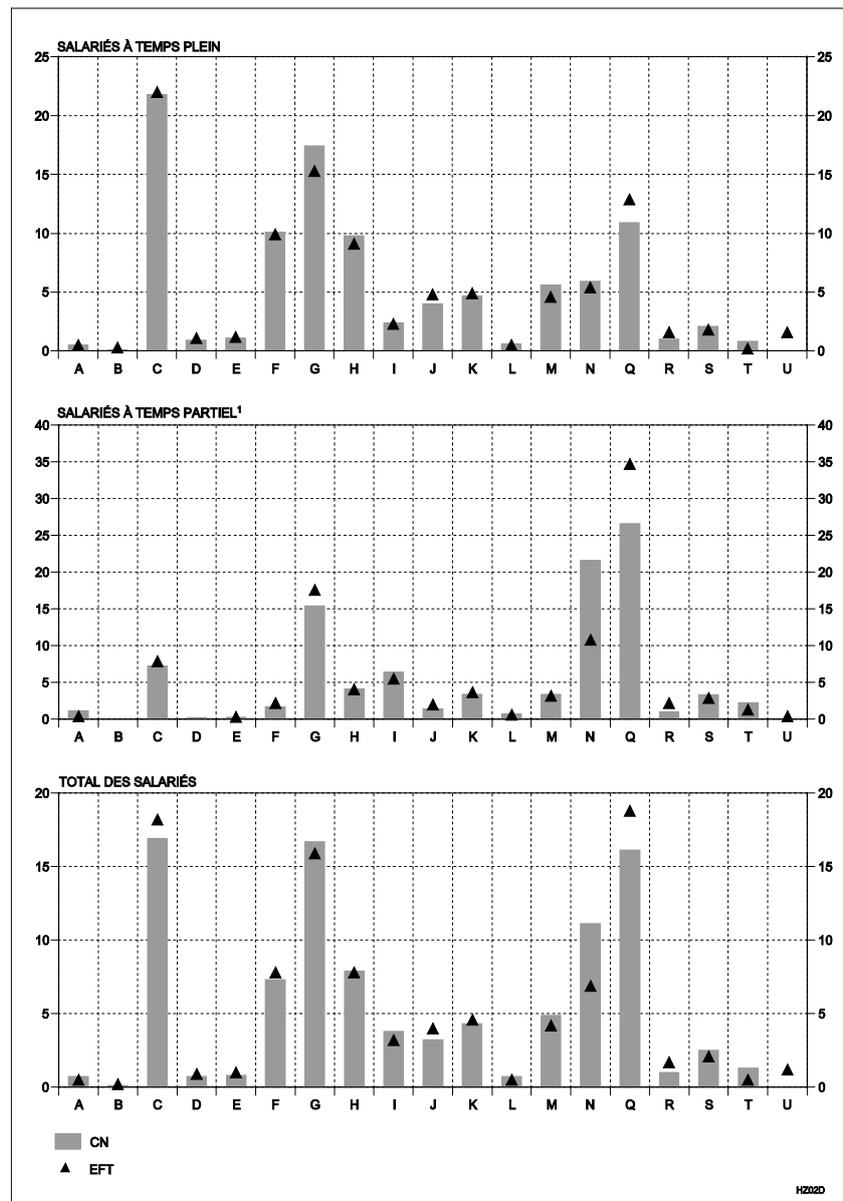
Bron: berekeningen NBB, op basis van gedetailleerde informatie van EAK en INR.

Extreme observaties in kleine branches buiten beschouwing gelaten, geeft de analyse aan dat de afwijkingen het grootste zijn bij de deeltijdwerknemers. Het is net voor deze groep werkenden dat de informatie die in de gegevens van de nationale rekeningen vervat zit het meest volledig en meest betrouwbaar is. Het feit dat het om een kleinere groep personen gaat kan mogelijk ook het probleem van de representativiteit van de EAK-resultaten versterken. De volatiliteit kan namelijk deels verklaard worden door de aard van de enquête zelf, aangezien deze een beperkte groep personen ondervraagt, die bovendien van bevraging tot bevraging verschilt. Rond elk resultaat zal dan ook telkens een betrouwbaarheidsinterval liggen. Voor België en de regio's zijn de steekproeven zeker representatief en de betrouwbaarheidsintervallen relatief klein, maar dat is niet noodzakelijk zo op het niveau van individuele bedrijfstakken.

### **3.2.2 Verschillende samenstelling van de loontrekkende werkgelegenheid**

Naast een afwijkende groei van de gemiddelde werktijd per branche is het ook mogelijk dat het relatieve gewicht van de verschillende branches in de loontrekkende werkgelegenheid verschilt tussen de twee bronnen. Dit kan namelijk van belang zijn voor de impact die de groei in een bepaalde branche kan hebben op het geaggregeerde totaal. Hieronder wordt voor de twee regimes en het totaal een doorsnede van de verdeling van de werknemers per branche getoond. De individuele afwijkingen per branche kunnen oplopen tot meer dan 5 procentpunt en zijn dus niet verwaarloosbaar.

Grafiek 3-2 : Samenstelling van de loontrekkende werkgelegenheid (gewicht in de loontrekkende werkgelegenheid in 2012, totaal = 100%)



Bron: berekeningen NBB, op basis van gedetailleerde informatie van EAK en INR.

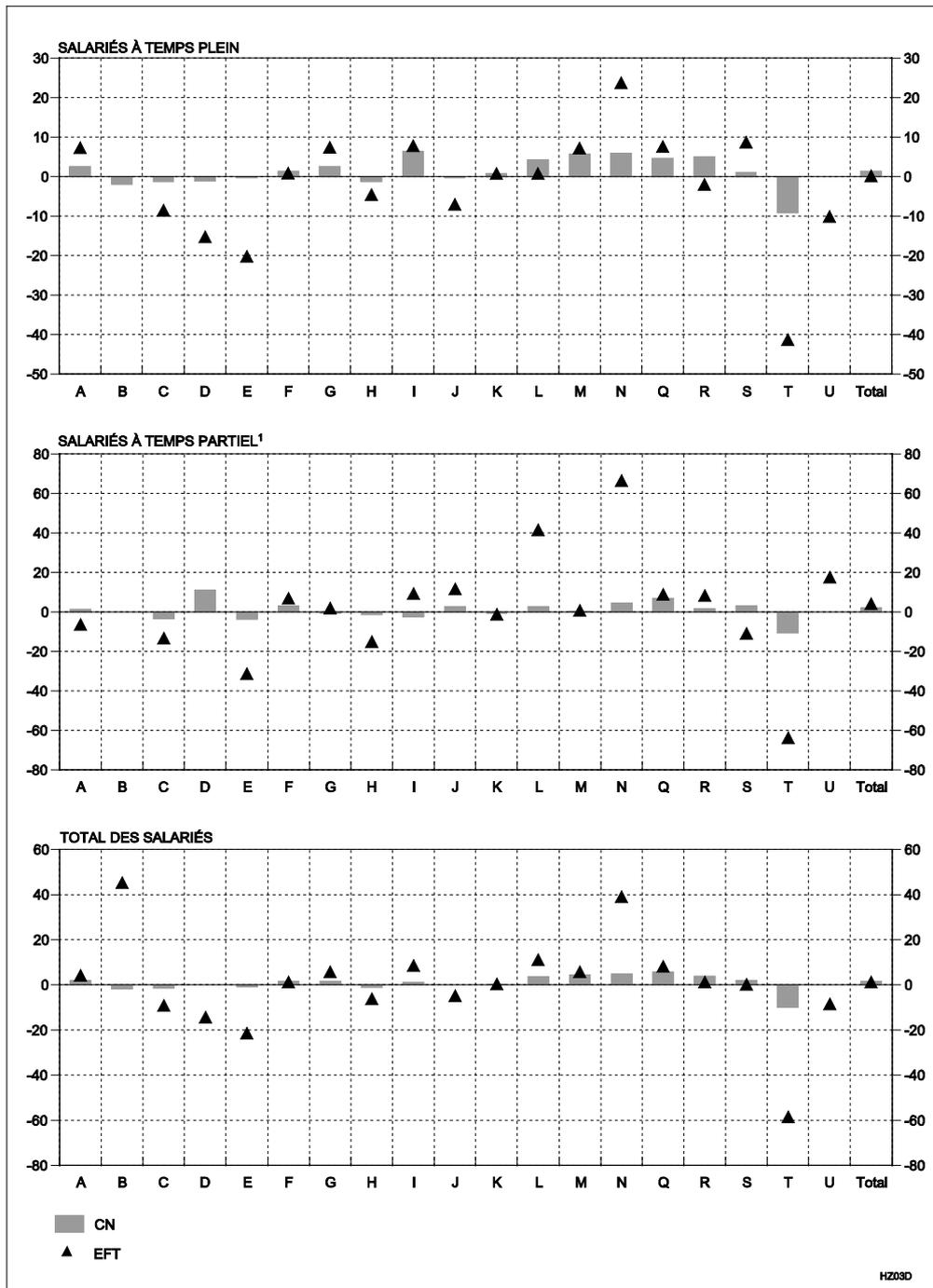
(<sup>1</sup>) Pour la source EFT, les données en-dessous du seuil de représentativité dans les branches B et D ont été retirées.

### 3.2.3 De groeivoet van de loontrekkende werkgelegenheid

Deze afwijkingen inzake de verdeling van de loontrekkende werkgelegenheid kunnen uitvergroot worden door verschillen in de groei van het aantal werknemers per branche. Uit de analyse blijkt dat we hier bijzonder grote verschillen terugvinden, waarbij de EAK een heel wat volatieler beeld laat zien dan de nationale rekeningen. L'intervalle de confiance qui entourait les résultats de l'emploi total en 2011 était de +/- 1,5 % et de +/- 4,5 % pour l'emploi à temps partiel uniquement<sup>18</sup>.

<sup>18</sup> Eurostat (2013), *Quality report of the European Union Labour Force Survey-2011*.

Grafiek 3-3 : Groeivoet van de loontrekkende werkgelegenheid (gecumuleerde groei in procenten van de werkgelegenheid tussen 2010 en 2012)



(1) Pour la source EFT, les données en-dessous du seuil de représentativité dans les branches B et D ont été retirées.  
Bron: berekeningen NBB, op basis van gedetailleerde informatie van EAK en INR.

In het totaal lijkt de groei van de werkgelegenheid van ongeveer dezelfde grootte-orde, maar dit is absoluut niet het geval op branche-niveau. Bovendien bestaan de verschillen niet enkel in kleine branches. De afwijkingen in de geobserveerde groei van de loontrekkende werkgelegenheid in een bedrijfstak met een relatief groot werkgelegenheidsaandeel, zoals "F" (bouwnijverheid), kunnen - in combinatie met de afwijkingen in de geobserveerde groei van het effectieve aantal gewerkte uren - sterk verschillende bewegingen veroorzaken in de geaggregeerde cijfers. Ainsi, la branche de la

construction représente 8 % de l'emploi total selon les EFT et 7,3 % selon les comptes nationaux (chiffres 2012). La durée moyenne de travail y est restée stable entre 2010 et 2012 selon les EFT mais elle a augmenté de 2,5 % selon les comptes nationaux. Lorsque la durée est détaillée par régime, la durée hebdomadaire moyenne des temps partiels a baissé de 7,5 % dans les enquêtes alors qu'elle a crû de 1,9 % dans les comptes nationaux. Enfin, la progression de l'emploi salarié dans cette branche d'activité a été plus prononcée selon les comptes nationaux (1,6 %) par rapport aux enquêtes (1,4 %). Gegeven het feit dat dit fenomeen in de meeste branches wordt vastgesteld, kunnen we de afwijkingen tussen de EAK-cijfers en die gebaseerd op de nationale rekeningen reeds beter duiden.

### **3.2.4 Bijdrage van de branches aan de groeivoet van de effectieve arbeidsduur**

Om het beeld te vervolledigen kunnen we tenslotte de groeivoeten van de effectieve loontrekkende arbeidsduur in de branches wegens hun belang in de overeenstemmende totale werkgelegenheid om na te gaan in welke mate die groeivoeten hebben bijgedragen tot de totale verandering inzake effectieve arbeidsduur per werkgelegenheidsregime over de beschouwde periode en dit zowel voor de EAK als voor de nationale rekeningen.

Tableau 3-8 : Contribution des branches à la croissance 2010-2012 de la durée effective moyenne (points de pourcentages, sauf mention contraire)

		EFT			CN <sup>1</sup>		
		TPL	TPA	Total	TPL	TPA	Total
A	Agriculture, sylviculture et pêche	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B	Industries extractives	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
C	Industrie manufacturière	-2,0	-0,2	-2,3	-0,4	-0,1	-0,5
D	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	-0,2	0,0	-0,2	0,0	0,0	0,0
E	Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	-0,3	0,0	-0,3	0,0	0,0	0,0
F	Construction	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,2
G	Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	0,7	0,0	0,7	0,1	0,0	0,1
H	Transports et entreposage	-0,7	-0,2	-0,8	-0,3	0,0	-0,3
I	Hébergement et restauration	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1
J	Information et communication	-0,4	0,0	-0,4	0,0	0,0	0,0
K	Activités financières et d'assurance	-0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
L	Activités immobilières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	0,1	0,0	0,2	0,2	0,0	0,2
N	Activités de services administratifs et de soutien	0,7	0,6	1,4	0,1	0,3	0,4
Q	Santé humaine et action sociale	0,6	0,4	1,0	0,1	0,4	0,5
R	Arts, spectacles et activités récréatives	-0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
S	Autres activités de services	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
T	Activités des ménages en tant qu'employeurs; activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre	-0,1	-0,4	-0,5	-0,1	-0,1	-0,2
U	Activités extra territoriales	-0,2	0,0	-0,2	-	-	-
Total		-1,5	0,4	-1,2 <sup>2</sup>	0,0	0,4	0,4 <sup>2</sup>

<sup>1</sup>Hier werd de vereenvoudigende hypothese gemaakt dat de correcties voor zwartwerk, studentenarbeid, enz. geen invloed hebben op de verdeling van het arbeidsvolume tussen de voltijd- en de deeltijdwerkers.

<sup>2</sup>Pourcentage de variations cumulées entre 2010 et 2012.

Bron: berekeningen NBB, op basis van gedetailleerde informatie van EAK en INR.

Hieruit blijkt dat de afwijking tussen de in de EAK en de nationale rekeningen geregistreerde groeivoeten niet kan teruggevoerd worden tot één bepaalde branche of factor, maar dat het algemene beeld van de twee bronnen verschilt.

Le calcul des contributions de chaque branche d'activité à la variation de la durée moyenne est influencé par la variation du volume d'heures dans chaque branche (avec certaines branches pesant bien sûr plus lourd que d'autres dans le total) mais également par la variation de l'importance de

chaque branche entre les deux périodes considérées (importance mesurée par la part dans l'emploi total)<sup>19</sup>. Le calcul des contributions peut être effectué pour chaque régime de travail (temps plein et temps partiel), ce qui permet de mesurer l'influence de chacun des régimes pour chacune des branches. Sans surprise – compte tenu de l'analyse descriptive qui a précédé – on obtient des images très contrastées. Selon les EFT, la durée effective moyenne a baissé de 1,2 % entre 2010 et 2012; cette baisse a été tirée par celle des travailleurs à temps plein (-1,5 p.p.). Le recul des heures hebdomadaires dans des branches importantes (industrie manufacturière, commerce, etc.) ne suffit cependant pas à expliquer l'évolution globale. Le poids de chaque branche dans la durée moyenne totale peut varier d'une période à l'autre. Il est possible d'isoler ces deux effets (variation des heures, variation du poids). Ainsi dans l'industrie manufacturière, la contribution de la variation des heures a été très limitée tandis que la contribution de la variation de sa part dans le total entre 2010 et 2012 a été déterminante (voir annexe 3). De nationale rekeningen, daarentegen, laten in tabel 1 over dezelfde periode een stijging van de gemiddelde arbeidsduur van 0,4 % optekenen, die volledig zou worden veroorzaakt door de deeltijdwerkers in bepaalde branches (zakelijke dienstverlening, gezondheidszorg en maatschappelijke dienstverlening). De gedetailleerdere uitsplitsing van het effect van de gemiddelde uren en de verandering van het werkgelegenheidsaandeel (zie bijlage 4) bevestigt dat het ook effectief de verlenging van de gemiddelde arbeidsduur bij deze groep is die zorgt voor het grootste deel van de toename. De veranderingen in de werkgelegenheidsaandelen oefenen op geaggregeerd niveau geen effect uit, al is er tussen de branches een verschuiving zichtbaar.

### **3.3 Impact des heures supplémentaires**

Un des éléments qui peut expliquer la différence d'évolution entre la durée CN et la durée des EFT est la prise en compte des heures supplémentaires : celles-ci le sont totalement dans l'EFT et partiellement dans la CN. Plus précisément, la durée du travail des temps partiels dans les CN prend en compte les heures supplémentaires rémunérées car elle se base sur les heures déclarées à l'ONSS, donc pour lesquelles le travailleur reçoit une rémunération. Les heures supplémentaires ne sont par contre pas prises en compte dans la durée des temps pleins des CN car celle-ci se base sur la durée conventionnelle.

Dans cette section, on analyse tout d'abord la contribution de la variation des heures supplémentaires à la variation de la durée moyenne effective des temps pleins dans les EFT. Ensuite, on discute des conséquences de la non-prise en compte des heures supplémentaires dans les CN pour l'évaluation du coût salarial horaire.

#### **3.3.1 Contribution des heures supplémentaires à la variation de la durée du travail des temps pleins dans les EFT**

Les heures supplémentaires peuvent être identifiées de deux façons dans les EFT : d'une part dans les raisons d'avoir exceptionnellement travaillé davantage que la normale<sup>20</sup> et, d'autre part, dans la durée normale qui, si elle est supérieure à la durée conventionnelle, reflète la présence d'heures

---

<sup>19</sup> Voir annexe 2 pour la formalisation.

<sup>20</sup> Les heures supplémentaires prestées de manière exceptionnelle correspondent ici à la différence entre les heures effective et les heures normale des travailleurs qui ont déclaré que la prestation d'heures supplémentaires était la raison principale pour laquelle leur durée effective était plus élevée que la normale (voir section 1.1.2.). De ce fait, l'estimation des heures supplémentaires peut faire l'objet d'une surévaluation si la prestation d'heures supplémentaires est la raison principale mais n'est pas l'unique raison d'avoir travaillé plus que la normale. A l'inverse, elle peut faire l'objet d'une sous-évaluation lorsque les heures supplémentaires constituent une des raisons mais pas la raison principale d'avoir travaillé plus que la normale.

supplémentaires prestées de manière habituelle (durée normale – durée conventionnelle = heures supplémentaires normalement prestées).

D'après le tableau ci-dessous, la contribution des heures supplémentaires (prestées de manière habituelle et exceptionnelle) à la variation de la durée effective des temps pleins est de -0,3% (pour une variation totale de -0,1%<sup>21</sup>) en 2011 et de -0,3% (pour une variation totale de -0,4%) en 2012, soit une variation cumulée de -0,6%, ce qui correspond à la différence d'évolution entre la durée EFT et la durée CN des temps pleins. On ne peut cependant tirer de cela la conclusion que la différence d'évolution entre la durée EFT et la durée CN des temps pleins s'explique uniquement par la non-prise en compte des heures supplémentaires : il peut s'agir d'un hasard qui ne s'observera pas lors d'autres périodes, ne serait-ce qu'en raison de l'interaction de tous les autres facteurs qui différencient les deux sources. Une étude plus approfondie sur une période plus longue serait nécessaire pour tester cette hypothèse.

Tableau 3-9 : Contribution des heures supplémentaires à la variation de la durée moyenne effective du travail dans les EFT entre 2010 et 2012

	2010	2011	2012
Niveau h sup normales	87,24	84,38	80,08
<i>Croissance</i>	9,0%	-3,3%	-5,1%
Niveau h sup exceptionnelles	31,3	28,0	25,3
<i>Croissance</i>	12,9%	-10,8%	-9,4%
Heures totales	1900,2	1899,1	1892,2
H sup normales en % du total des heures FT	4,6%	4,4%	4,2%
H sup exceptionnelles en % du total des heures FT	1,6%	1,5%	1,3%
Contribution des h sup normales à la croissance de la durée FT		-0,1%	-0,2%
Contribution des h sup exceptionnelles à la croissance de la durée FT		-0,2%	-0,1%

Source : Eurostat, Calculs Secrétariat CCE

### 3.3.2 La non-prise en compte des heures supplémentaires dans la durée CN pose-t-elle un problème pour l'estimation de l'évolution du coût salarial horaire?

Nous avons vu dans la section précédente que les heures supplémentaires prises en compte dans les EFT pourraient expliquer une part non négligeable de la différence d'évolution de la durée moyenne des temps pleins par rapport à la CN. Pour autant, la non-prise en compte de ces heures dans la CN pose-t-elle un problème pour l'estimation de l'évolution du CSH ?

Les heures dites supplémentaires qui sont prises en compte dans les EFT et qui sont analysées dans la section précédente peuvent être de trois types : il peut s'agir d'heures habituellement prestées en sus de la durée conventionnelle et dont la rémunération ne fait pas l'objet d'un traitement spécifique car le salaire de base les prend déjà en compte, ce qui est notamment fréquent chez les cadres ; il peut

<sup>21</sup> Ce qui signifie qu'en moyenne, les autres facteurs contribuent à augmenter la durée moyenne effective.

s'agir d'heures supplémentaires donnant droit à une récupération (auquel cas, elle apparaîtront en déduction de la durée habituelle de travail à un autre moment) ; enfin, il peut s'agir d'heures supplémentaires donnant droit à un sursalaire.

De ces trois catégories, seule la non-prise en compte des heures supplémentaires donnant droit à un sursalaire peut poser problème pour l'estimation de l'évolution du coût salarial horaire car elle pourrait introduire un biais cyclique : en période de haute conjoncture, la hausse des CSH serait surestimée car l'augmentation des heures supplémentaires se traduirait par une augmentation des salaires (les sursalaires payés) mais ne se traduirait pas par une augmentation des heures prestées, et l'inverse serait vrai en basse conjoncture. En ce qui concerne les heures habituellement prestées en sus de la durée conventionnelle, leur non-prise en compte ne devrait pas introduire de biais cyclique car la composante cyclique de ces heures est en principe beaucoup plus faible. Enfin, en ce qui concerne les heures supplémentaires qui donnent droit à une récupération, celles-ci sont en fait correctement prises en compte dans la CN puisqu'il s'agit simplement d'un report d'heures prestées d'un moment à un autre au cours de l'année. La durée annuelle moyenne obtenue, comme dans la CN, sur base de la durée hebdomadaire conventionnelle et des journées donnant droit à une rémunération est donc la même qu'il y ait ou non prestation d'heures supplémentaires donnant droit à une récupération<sup>22</sup>.

Étant donné que seule la non-prise en compte des heures supplémentaires donnant droit à un sursalaire est susceptible d'introduire un biais cyclique dans l'estimation de l'évolution du coût salarial horaire, il est intéressant d'analyser l'ampleur potentielle de ce biais.

Grâce aux données de l'administration fiscale, on dispose du total des heures supplémentaires qui donnent droit à un sursalaire effectivement prestées par les salariés du secteur privé sur la période 2005-2010<sup>23</sup>. Sur base de ces données et des données des comptes nationaux, il est possible de calculer l'évolution de la durée moyenne du travail dans le secteur privé (source CN) avec ou sans prise en compte des heures supplémentaires donnant droit à un sursalaire. D'après cette analyse, il apparaît que l'impact de la prise en compte de ces heures supplémentaires sur l'évolution de la durée moyenne est quasi insignifiant sur la période 2006-2010. Ceci est dû au fait que le nombre d'heures supplémentaires qui donnent droit à un sursalaire, prestées en moyenne par les salariés du secteur privé, est très faible en proportion de leur durée moyenne totale (en 2010 : 9,4 heures sur un total de 1425,3 heures). Ainsi, même en 2009 où le total des heures supplémentaires avait baissé de 16% (en raison de la crise économique), l'impact de la prise en compte de ces heures sur la durée moyenne totale n'est que de 0,1 point de pourcent.

Notons qu'il n'est, à l'heure actuelle, pas envisageable de prendre en compte les heures supplémentaires dans les comptes nationaux. En effet, il faudrait pour cela une série cohérente remontant à 1995 et qui soit correctement alimentée pour les dernières années<sup>24</sup>. De plus, la répartition de ces heures entre secteurs institutionnels et branches d'activités doit être possible (ce qui requière de disposer des données au niveau individuel des entreprises afin de les coupler au registre des entreprises). Enfin, par souci d'exhaustivité et afin d'être cohérent avec les concepts du SEC95, il

---

<sup>22</sup> Dans l'EFT, il se peut que ces heures supplémentaires soient prises en compte mais pas leur récupération si la récupération n'a pas lieu dans la semaine de l'enquête et que ces heures supplémentaires sont prestées habituellement (elles feront partie des heures normalement prestées). La prestation de ces heures supplémentaires peut donc affecter la durée annuelle moyenne dans l'EFT.

<sup>23</sup> Depuis le 1er juillet 2005, une réduction d'impôt est accordée aux travailleurs du secteur privé qui ont presté des heures supplémentaires donnant droit à un sursalaire. Dans le cadre de cette mesure, les salariés doivent déclarer la totalité des heures supplémentaires qui donnent droit à un sursalaire effectivement prestées. Cette information figure sur les fiches de salaire (code 246).

<sup>24</sup> Les données les plus récentes disponibles concernent l'année 2010.

devrait être possible de capter l'ensemble des heures supplémentaires prestées par les travailleurs et non seulement les heures supplémentaires donnant droit à un sursalaire.

Tableau 3-10: Impact de la prise en compte des heures supplémentaires donnant droit à un sursalaire sur la durée moyenne du travail de la CN

	2006	2007	2008	2009	2010
Heures supplémentaires donnant droit à un sursalaire (milliers)	26554,4	28501,7	28165,4	23566,4	27280,4
Salariés dans le secteur privé (milliers)	2809,3	2866,7	2924,7	2898,3	2915,8
Heures supplémentaires par salarié	9,5	9,9	9,6	8,1	9,4
Durée annuelle moyenne du travail dans le secteur privé (source CN)	1452,0	1454,6	1449,2	1421,8	1425,3
Durée annuelle moyenne du travail dans le secteur privé avec les heures supplémentaires	1461,4	1464,6	1458,9	1429,9	1434,7
Variation de la durée annuelle du travail sans prise en compte des heures supplémentaires		0,2%	-0,4%	-1,9%	0,3%
Variation de la durée annuelle du travail avec prise en compte des heures supplémentaires		0,2%	-0,4%	-2,0%	0,3%

Sources : SPF Finances, ICN, Calculs Secrétariat CCE

En conclusion, le fait que la durée CN ne prenne pas en compte les heures supplémentaires ne semble pas poser de problème majeur pour l'estimation de l'évolution du CSH.

## 4 Conclusions

Étant donné qu'on dispose aujourd'hui des données de comptabilité nationale concernant le volume d'heures travaillées par les salariés en Belgique et dans les trois pays de référence depuis 1995 (ce qui n'était pas le cas en 1996), le CCE a à présent le choix de se baser sur les données EFT ou sur les données CN pour estimer l'évolution de la durée moyenne du travail dans le cadre du calcul de l'évolution du coût salarial horaire.

Au vu des différents éléments développés dans la note, on peut résumer les arguments en faveur et en défaveur de l'utilisation de la durée moyenne calculée par le CCE sur la base des EFT et de celle basée sur les CN au regard de certains critères :

### *Cohérence avec le coût salarial par personne*

L'évolution du coût salarial par personne est calculée au départ des données de la comptabilité nationale. L'utilisation des EFT comme source pour calculer l'évolution de la durée du travail pose de ce fait la question de la cohérence des sources pour le calcul de l'évolution du coût salarial horaire.

La section 3.2 a montré que la structure et la croissance de l'emploi par branche d'activité avait une grande influence sur la durée moyenne du travail et son évolution aussi bien dans les EFT que dans les CN, et qu'une grande partie de la différence entre les deux sources provenait d'effets de structure différents. Ceci peut s'expliquer par le fait que les EFT sont représentatives du sexe, de l'âge et du découpage géographique, mais pas forcément des branches d'activité. Le poids relatif des différentes branches d'activité dans l'emploi total selon les EFT peut donc différer d'une année à l'autre du fait de l'aléa du tirage. Cette variabilité due à l'aléa n'est pas présente dans les comptes nationaux puisqu'il s'agit de données exhaustives.

Het is belangrijk dat men zich bewust is van de grootte van deze verschillen per bedrijfstak, aangezien de berekende uurloonkosten van de private sector hierdoor beïnvloed worden. Deze uurloonkosten zoals berekend door de CRB worden bekomen in verschillende fases en door gebruik te maken van beide bronnen. De gewerkte uren berekend op basis van de EAK worden gecombineerd met de werkgelegenheid en loonmassa van de nationale rekeningen. De aldus bekomen ratio's (en hun verloop) zullen dus beïnvloed worden door de verschillende samenstelling en methodologie van de gebruikte bronnen, wat niet het geval zou zijn indien de berekening enkel op de gegevens uit de nationale rekeningen zou worden gebaseerd, aangezien de drie verschillende dimensies hierbinnen op een coherente wijze zijn opgenomen.

Signalons également qu'en 2014, la méthodologie des comptes nationaux fera l'objet d'une révision pour passer du SEC1995 au SEC2010. Dans ce cadre, la masse salariale, l'emploi et le volume d'heures seront révisés de manière cohérente et les séries rétropolées jusqu'en 1995. Cette révision pourra affecter l'évolution du coût salarial horaire si la durée du travail est issue des EFT puisque les modifications de la masse salariale et de l'emploi dues à la révision des CN n'affecteront pas l'évolution de la durée moyenne du travail dans les EFT.

### *Précision des résultats*

Comme toute enquête par sondage, il est probable qu'il y ait une différence entre les résultats de l'enquête obtenus sur base de l'échantillon et ceux qui auraient été obtenus sur base du dénombrement complet de la population. De ce fait, la « vraie » valeur de la population se trouve dans un intervalle de confiance dont les limites se situent au-dessus et en-dessous de la valeur moyenne de l'échantillon. En ce qui concerne la variable « durée effective du travail » dans le champ de l'ensemble de l'économie, les limites de l'intervalle de confiance (donné à 95% de probabilité<sup>25</sup>) se situaient en 2010 à 1,1% d'écart de la valeur moyenne de l'échantillon et en 2011 et 2012, à 0,5% d'écart de cette moyenne. La croissance de cette variable entre 2010 et 2012 se situait pour sa part dans un intervalle de confiance compris entre -1,6% et 0,2%. Ceci implique donc que si l'on combine la durée du travail EFT au coût par personne CN, le niveau et la variation du coût salarial horaire qui en résultent doivent également être contenus dans un intervalle de confiance. Ce n'est pas le cas si on utilise la durée moyenne CN puisqu'elle n'est pas issue d'un sondage mais de données exhaustives.

---

<sup>25</sup> Ceci signifie que l'intervalle de confiance a 95% de chance de contenir la « vraie » valeur de la variable étudiée.

### *Cohérence dans le temps*

Du fait que les EFT se basent sur un questionnaire structuré, la manière dont le questionnaire est conçu a une grande influence sur les réponses des répondants (taux de non-réponse, interprétation des questions, etc.). Ainsi, les modifications de questionnaire ont pour conséquence des ruptures de série. Ceci s'est vu en 1999. L'enquête est devenue continue et le questionnaire a été modifié en profondeur. D'une part, cela a impliqué un élargissement de l'échantillon en base annuelle mais une réduction de celui-ci en base trimestrielle. D'autre part, depuis 1999, l'enquête mesure plus précisément les emplois pour lesquels les personnes ne prestent que quelques heures. Ainsi, toutes les personnes qui, au cours de la période de référence, ont effectué un travail rémunéré pendant au moins une heure sont considérées comme des personnes occupées. C'était déjà le cas implicitement pour les années précédant 1999 mais le critère d'une seule heure n'était pas mentionné explicitement dans le questionnaire (source : DGSIE). La forte baisse du nombre moyen d'heures ouvrées entre 1998 et 1999 peut donc s'expliquer en partie par la modification de la manière de poser les questions.

En ce qui concerne les questions sur la durée du travail, il est prévu une modification de questionnaire prochainement.

Au niveau des comptes nationaux, toute révision méthodologique importante donne lieu à une rétopolation des séries jusque 1995 afin d'éviter l'apparition de rupture dans ces séries.

### *Comparabilité internationale*

Dans le cadre du calcul de l'écart salarial entre la Belgique et les pays de référence, il est important que les concepts et les méthodologies des différentes variables (coût par personne et durée moyenne du travail) soient identiques entre pays afin d'être certain que les différences de résultat ne proviennent pas de différences de méthodes ou de concepts.

En ce qui concerne la durée du travail, tant les données des EFT que les données des comptes nationaux sont comparables internationalement car elles reposent toutes deux sur un cadre de référence théorique commun fixé au niveau européen.

### *Prise en compte des heures supplémentaires*

Contrairement à la durée EFT, la durée CN ne prend en compte que partiellement les heures supplémentaires (pas du tout pour la durée des temps pleins, et uniquement les heures supplémentaires rémunérées pour la durée des temps partiels) alors que le paiement de ces heures supplémentaires est comptabilisé dans la masse salariale. Ceci peut donc affecter l'évolution du CSH observée si on se base sur la durée CN.

L'impact de la non-prise en compte des heures supplémentaires sur la durée du travail ne semble cependant pas très élevé. En effet, on a pu voir que, sur la période 2006-2010, la prise en compte des heures supplémentaires donnant droit à un sursalaire (seul type d'heures supplémentaires susceptible de générer un biais cyclique pour l'évolution du CSH) n'affectait quasiment pas la durée moyenne du travail des CN et ce, en raison du très faible nombre de ces heures en proportion des heures totales.

### *Analyse au niveau des branches*

Plus on souhaite détailler la classification des résultats, plus l'erreur aléatoire dans les EFT (différence entre la valeur moyenne de l'échantillon et la vraie valeur de la population) risque d'être grande, ce qui rend les variations dans le temps difficilement interprétables pour des groupes trop restreints. Cela pose donc problème pour des analyses notamment par branche d'activité. De plus, du fait de la

méthode d'échantillonnage, les résultats ne sont pas forcément représentatifs des entreprises et des travailleurs au sein des branches d'activité. Ces problèmes ne se posent pas dans les CN car il ne s'agit pas d'une enquête. En outre, du fait que les EFT interrogent des individus et des ménages, l'identification des branches d'activité est de moins bonne qualité que lorsque cette identification est faite par les employeurs, comme c'est le cas dans les registres d'entreprises (utilisés par les CN). Ces différents facteurs peuvent expliquer pourquoi la structure et les évolutions de l'emploi par branche sont très différentes dans les EFT et dans les CN.

### *Rapidité d'accès aux données*

Tant les données EFT que les données CN sont disponibles au niveau trimestriel dans des délais comparables.

Le tableau ci-dessous synthétise ces différents éléments :

	Durée EFT	Durée CN
Cohérence avec la série du coût salarial par personne des CN	Pas de cohérence	Cohérence
Précision des résultats	Intervalle de confiance car basé sur un échantillon	Pas d'intervalle de confiance car basé sur des données exhaustives
Cohérence dans le temps	Ruptures de série possible	Pas de ruptures de série
Comparabilité internationale	Comparabilité assurée par cadre théorique commun	Comparabilité assurée par cadre théorique commun
Prise en compte des heures supplémentaires	Prise en compte de l'entièreté des heures supplémentaires	Prise en compte des heures supplémentaires rémunérées pour les temps partiels
Analyse au niveau des branches d'activité	Pas possible en raison de la taille de l'échantillon et de la non représentativité des unités au sein des branches	Possible
Rapidité d'accès aux données	Données trimestrielles disponibles	Données trimestrielles disponibles

En résumé, les arguments en faveur de l'utilisation de la durée CN pour l'évaluation du CSH sont une bien meilleure cohérence avec le coût salarial par personne, des résultats précis, non affectés par des erreurs inhérentes aux échantillons, une cohérence des séries dans le temps, et la possibilité de faire des analyses au niveau des branches d'activité. Comme la durée EFT, la durée CN permet également une bonne comparabilité internationale et un accès rapide aux données. Le seul argument qui pourrait être en faveur de l'utilisation de la durée EFT est la prise en compte des heures supplémentaires, ce que la durée CN ne fait que partiellement. La non-prise en compte de ces heures supplémentaires ne semble toutefois pas susceptible de biaiser fortement l'évolution observée du CSH. Au final, la balance des avantages et des inconvénients penche fortement en faveur de l'utilisation des données CN pour le calcul de la durée moyenne du travail.

Cette conclusion va dans le sens des réflexions d'Eurostat à propos des mérites respectifs des EFT et des CN (voir annexe 5): En ce qui concerne les agrégats macroéconomiques (emploi, volume d'heures, etc.), les CN constituent la source la plus adéquate. L'utilisation des EFT est, pour sa part, plus indiquée pour mesurer la participation au marché du travail et pour effectuer des ventilations socio-démographiques (par âge, genre, niveau d'éducation, etc.).

## 5 Annexe 1

Tableau 5-1 : Taux de croissance de la durée effective moyenne entre 2010 et 2012 (en %)

		Temps plein		Temps partiel		Total	
		EFT	CN	EFT	CN	EFT	CN
Variation totale		-0,9	0,2	-0,8	1,3	-1,2	0,4
A	Agriculture, sylviculture et pêche	-2,5	3,2	0,4	2,9	-1,4	3,1
B	Industries extractives	16,7	2,0	n.r.	0,8	20,5	1,9
C	Industrie manufacturière	-0,8	0,6	2,3	1,2	-0,5	0,7
D	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	-0,8	0,5	n.r.	-0,2	-1,0	0,3
E	Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	-0,3	-0,1	6,7	-0,5	1,1	-0,1
F	Construction	0,8	2,9	-7,5	2,1	0,0	2,8
G	Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	-0,5	0,1	0,4	1,6	0,3	0,7
H	Transports et entreposage	-2,5	-0,9	-1,1	0,3	-1,8	-0,8
I	Hébergement et restauration	-4,0	-0,1	-2,6	4,2	-4,3	3,0
J	Information et communication	-0,7	1,0	-3,4	-2,2	-1,6	0,5
K	Activités financières et d'assurance	-1,3	0,0	1,9	0,8	-1,1	0,3
L	Activités immobilières	-0,5	0,6	-6,9	1,6	-4,6	1,0
M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	-1,8	0,2	7,8	1,2	-0,3	0,6
N	Activités de services administratifs et de soutien	-1,0	-1,0	-5,0	1,2	-5,2	0,4
Q	Santé humaine et action sociale	-0,3	-0,9	-0,8	0,7	-0,6	-0,2
R	Arts, spectacles et activités récréatives	-4,3	0,2	-2,3	1,3	-5,3	0,8
S	Autres activités de services	0,5	-0,6	0,9	1,7	4,8	-0,1
T	Activités des ménages en tant qu'employeurs; activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre	3,0	-0,6	-3,9	-1,8	5,8	-1,0
U	Activités extra territoriales	-2,0	-	13,2	-	-1,5	-

Bronnen: berekeningen NBB, op basis van gedetailleerde informatie van EAK en INR.

## 6 Annexe 2

Tableau 6-1 : Calcul des contributions à la croissance de la durée moyenne du travail entre 2010 et 2012

H=heures moyennes

E=Emploi

T= total

ft=temps plein

pt=temps partiel

1= 2012

0= 2010

Pour des variations et des contributions en niveaux:

$$H_T \cdot E_T = H_{ft} \cdot E_{ft} + H_{pt} \cdot E_{pt}$$

$$H_T = H_{ft} \cdot E_{ft} / E_T + H_{pt} \cdot E_{pt} / E_T$$

$$H_{T1} - H_{T0} = H_{ft1} \cdot E_{ft1} / E_{T1} + H_{pt1} \cdot E_{pt1} / E_{T1} \\ - H_{ft0} \cdot E_{ft0} / E_{T0} - H_{pt0} \cdot E_{pt0} / E_{T0}$$

$$e_{ft1} = E_{ft1} / E_{T1}$$

$$e_{pt1} = E_{pt1} / E_{T1}$$

$$e_{ft0} = E_{ft0} / E_{T0}$$

$$e_{pt0} = E_{pt0} / E_{T0}$$

$$H_{T1} - H_{T0} = (H_{ft0} + \Delta H_{ft}) \cdot (e_{ft0} + \Delta e_{ft}) - H_{ft0} \cdot e_{ft0} \\ + (H_{pt0} + \Delta H_{pt}) \cdot (e_{pt0} + \Delta e_{pt}) - H_{pt0} \cdot e_{pt0}$$

$$H_{T1} - H_{T0} = H_{ft0} \cdot \Delta e_{ft} + \Delta H_{ft} \cdot e_{ft1} \\ + H_{pt0} \cdot \Delta e_{pt} + \Delta H_{pt} \cdot e_{pt1}$$

Pour des variations et des contributions en pourcentage, il convient de diviser tous les termes de la dernière équation par  $H_{T0}$ .

## 7 Annexe 3

Tableau 7-1 : Contribution des branches à la croissance 2010-2012 de la durée effective moyenne : effet des heures et effet de la structure de l'emploi selon les EFT (en points de pourcentage)

		TPL	TPA	Total		
		$\Delta H (1)$	$\Delta H (2)$	$\Delta H (3) = (1)+(2)$	$\Delta$ part emploi (4)	Total (5) = (3)+(4)
A	Agriculture, sylviculture et pêche	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B	Industries extractives	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
C	Industrie manufacturière	-0,1	0,0	-0,1	-2,2	-2,3
D	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,2
E	Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,0	0,0	0,0	-0,3	-0,3
F	Construction	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
G	Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	-0,1	0,0	-0,1	0,7	0,7
H	Transports et entreposage	-0,2	0,0	-0,2	-0,6	-0,8
I	Hébergement et restauration	-0,1	0,0	-0,1	0,2	0,1
J	Information et communication	0,0	0,0	0,0	-0,3	-0,4
K	Activités financières et d'assurance	-0,1	0,0	0,0	0,0	-0,1
L	Activités immobilières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	-0,1	0,0	0,0	0,2	0,2
N	Activités de services administratifs et de soutien	0,0	-0,1	-0,1	1,5	1,4
Q	Santé humaine et action sociale	-0,1	-0,1	-0,1	1,1	1,0
R	Arts, spectacles et activités récréatives	-0,1	0,0	-0,1	0,0	-0,1
S	Autres activités de services	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
T	Activités des ménages en tant qu'employeurs; activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre	0,0	0,0	0,0	-0,5	-0,5
U	Activités extra territoriales	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,2
Total		-0,7	-0,1	-0,8	-0,4	-1,2

Bronnen: berekeningen NBB, op basis van gedetailleerde informatie van EAK.

## 8 Annexe 4

Tableau 8-1 : Contribution des branches à la croissance 2010-2012 de la durée effective moyenne : effet des heures et effet de la structure de l'emploi selon les CN (en points de pourcentage)

	<i>TPL</i>	<i>TPA</i>	Total		
	$\Delta H (1)$	$\Delta H (2)$	$\Delta H (3)$ = $(1)+(2)$	$\Delta$ part emploi (4)	Total (5)= (3)+(4)
A Agriculture, sylviculture et pêche	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B Industries extractives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C Industrie manufacturière	0,1	0,0	0,1	-0,6	-0,5
D Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
E Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
F Construction	0,2	0,0	0,2	0,0	0,2
G Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1
H Transports et entreposage	-0,1	0,0	-0,1	-0,3	-0,3
I Hébergement et restauration	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1
J Information et communication	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0
K Activités financières et d'assurance	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0
L Activités immobilières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
M Activités spécialisées, scientifiques et techniques	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2
N Activités de services administratifs et de soutien	0,0	0,1	0,0	0,3	0,4
Q Santé humaine et action sociale	-0,1	0,1	0,0	0,5	0,5
R Arts, spectacles et activités récréatives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
S Autres activités de services	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
T Activités des ménages en tant qu'employeurs; activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,2
U Activités extra territoriales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	0,2	0,3	0,5	0,0	0,4

Bronnen: berekeningen NBB, op basis van gedetailleerde informatie van INR.

## 9 Annexe 5

### Cohérence entre EFT et comptes nationaux selon EUROSTAT

Par définition, les résultats d'enquêtes ne sont pas exhaustifs ; ils sont pondérés et extrapolés à l'ensemble de la population et entourés d'une marge d'erreur.

Eurostat<sup>26</sup> reprend des explications importantes quant aux différences entre la source des comptes nationaux et la source d'enquête.

LFS<sup>27</sup> and National Accounts are the two main sources of employment data. Although the ILO<sup>28</sup> concepts reflect the National Accounts concepts, both have their own aims and measurement approaches, which may lead to different results. The LFS is a sample survey of individuals and households. However, for this reason, the identification of economic activity lacks the quality that employers report (e.g. in business surveys or employment registers).

National Accounts is a conceptual framework comprising definitions, classifications, variables and presentational arrangements. National Accounts are compiled by comparing and combining all the relevant data sources available in the country. This is a key feature of National Accounts: it allows taking the best from each source, increasing coherence and obtaining a more comprehensive result. For the variable employment, this means more robust estimates and improved consistency with other key national accounts variables like salaries and output. The National Accounts integration is however done at macro level, meaning that the results are produced for the whole economy plus a few standard industry breakdowns. Certain breakdowns like gender and age, which are available for the LFS are not available from National Accounts. The macro-level adjustments and the absence of certain breakdowns do not make it possible to cross National Accounts employment with other variables in the way LFS allows. Some other comparability issues include:

- Different geographical coverage. ESA95 acknowledges two employment concepts: resident persons employed (i.e. the so-called national employment concept) and employment in resident production units irrespective of the place of residence of the employee (i.e. domestic concept). The domestic concept is more frequently used as it allows putting employment in relation to GDP. On its side, LFS gives information on the national concept (i.e. resident workers). Adjustments for cross-border workers are needed to transform one concept into the other.
- Other coverage issues: LFS excludes persons below 16 years old from the definition of employment. On its side, National Accounts do not exclude individuals from employment because of age. LFS leaves out of scope the following: persons living in institutional households, staff of national embassies working abroad and crews of national fishing boats.
- Other small borderline differences (in some countries and circumstances): regarding recording of conscripts, unpaid apprentices and trainees, work in agriculture for own-consumption, etc.

---

<sup>26</sup> L'extrait suivant est tiré d'Eurostat : [http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY\\_SDDS/fr/lfsa\\_esms.htm](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_SDDS/fr/lfsa_esms.htm)

<sup>27</sup> Labour Force Survey.

<sup>28</sup> International Labour Organization.

All in all, National Accounts is judged more suitable to measure employment levels, employment growth and industry breakdowns. LFS is more adequate to measure participation in the labour market (i.e. employment rates, activity rates, flows between employment and unemployment, etc.), demographic or social breakdowns (e.g. by age, gender or educational level) and it is more suitable for socio-demographic studies.

Furthermore, key concepts used in National Accounts, such as domestic employment, have no correspondence in the EU-LFS, which uses instead number of persons employed based on residency within the national border (national employment). There are also differences in coverage, where the EU-LFS employment covers the age groups 15 and older in private households only, while the national accounts employment cover all persons regardless of age or residence. In addition, the EU -LFS doesn't consider conscripts and unpaid trainees as employed whereas these are explicitly or implicitly accounted for in the National Accounts. The reference period for the measurement could also contribute to some differences. The LFS represent one average week in the year with all the weeks of the year measured. When data are derived from administrative sources or establishment surveys the reference period is usually different, the month, the whole year or a single day within the year or month.

When comparing LFS data and National Account statistics, users are also interested in whether or not the two approaches show the same trend, i.e. change from one period to another. A comparison between EU-LFS and national accounts (ESA95) data on employment growth until 2005 shows that both sources are broadly comparable with relation to the direction of the employment growth. If the ESA95 data are not predominantly based on the LFS, the differences are mostly marked in the levels of the growth figures, and in 2004 and 2005 disparities have developed in otherwise comparable series. The reasons for the disparities, either in levels or in the direction of the employment growth are not fully known. Some indicative reasons can, however, be mentioned: i) national accounts may use sources different than LFS (or LFS combined with other sources) to estimate employment, ii) national accounts may introduce adjustments to reach consistency between the employment reported by its sources and other related variables, like salaries or production, iii) national accounts approach, by comparing and combining different sources, is also more prone than LFS to identify underreporting or systematic biases. iv). In addition, it can be pointed out that LFS estimates are subject to sampling error, both with regard to levels and changes between periods. Thus, when there are relatively small changes between periods, these could easily be shown numerically differently in the different estimates, just because the changes are within the margin of error.